

NON À L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ



(VINCENT GAY)

VOTEZ ANTICAPITALISTE!

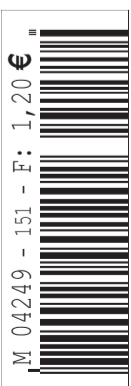
Pour son premier sommet européen, Hollande a défendu la croissance face à Merkel, mais en acceptant de ramener le déficit du pays à 3% du PIB en 2013, c'est bien l'austérité qui est au programme. La déclaration de l'Union européenne à l'issue du sommet s'en prend au peuple grec sommé d'accepter les mémorandums.

La semaine dernière, après le G8 de Camp David, Hollande participait à son premier sommet européen à Bruxelles. Fier de ce qu'il considère comme le soutien d'Obama, il a affiché son opposition à Merkel au nom de la croissance nécessaire... Il a ainsi pris ses distances avec Sarkozy, le couple champion de l'austérité. Une image virtuelle qui ne durera probablement pas beaucoup plus que le temps de la campagne des législatives... En effet, le «pacte de croissance» que défend Hollande ne s'oppose

rien aux politiques d'austérité mises en route par Merkel et Sarkozy. Personne ne peut dire aujourd'hui de quoi exactement il sera fait, mais il consistera à injecter d'une façon ou d'une autre de l'argent dans l'économie pour continuer à subventionner les patrons en aggravant... la dette, tout en demandant de nouveaux sacrifices au salariéEs au nom de la compétitivité. Dès la fin juin, lors du prochain sommet, sera sans aucun doute trouvé un accord qui ne remettra pas en cause le Traité sur la stabilité, la

coordination et la gouvernance de l'Union européenne, le TSCG dit traité budgétaire qui doit instaurer la règle d'or de l'austérité. Il fixe le déficit budgétaire à 0,5% du PIB, déficit qui est actuellement en France de l'ordre de 5,7%. Hollande discourt sur la croissance mais il se plie au TSCG et a pris l'engagement de ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 puis à l'équilibre en 2017. Les agences de notation lui font confiance, Moody's vient de confirmer le triple A de la France. Les marchés

SUITE PAGE 2



REGARDS
Entretien avec Tania Vrisaki, militante du SEK,
et de Antarsya Page 2



ACTU
Égypte, coup dur
pour les
révolutionnaires
Page 5



ACTU
Erika,
TOTALement
révoltant.
Page 9

Agenda

1^{er}- 3 juin, débats et formation, Paris.

Le secteur jeunes du NPA organise *Trois jours pour changer le monde*, trois jours de débats pour toutes celles et tous ceux qui veulent prendre le temps d'analyser la période.



2 juin, femmes, rencontre, Paris.

Rencontre culturelle et festive dans l'espace public. Exposition sur la lutte des femmes du Mlac dans le 20^e arrondissement, exposition photos, présentation de livres sur l'histoire des luttes pour le droit à l'avortement, table de lectures, interventions et festivités. RV de 10h30 à 13 heures à l'angle de la rue de la Chine et de l'avenue Gambetta.

2 juin, Congo no va, rassemblement, Paris.

Le comité de soutien au peuple de Cajamarca (Pérou) organise un rassemblement contre le projet minier de Congo. RV à partir de 16 heures, place du Trocadéro. (lire p. 10)

2-3 juin, Salon du livre politique, Paris.

La 5^e édition du petit Salon du livre politique réunit dix-sept éditeurs qui tous, quelle que soit leur taille, consacrent une partie importante de leur catalogue à « la politique », c'est-à-dire à la critique de l'ordre existant et aux moyens d'en sortir. Deux débats prévus : avec Alain Badiou, samedi à 19h30, et avec André Schiffrin, dimanche à 15 heures. RV de 14 heures à 22 heures au bar-restaurant « Le lieu dit », 6 rue Sorbier (M^o Mémilmontant ou Gambetta).

2 juin, Maroc, séminaire, Saint-Denis.

La Voie démocratique organise un séminaire sur le thème « *Un siècle du colonialisme français au Maroc 30 mars 1912 - 30 mars 2012* ». Alain Krivine animera un débat l'après-midi sur « *La gauche française et la question coloniale au Maroc* ». RV à partir de 10 heures à la mairie de Saint-Denis, salle du conseil municipal, place Victor-Hugo (M^o Saint-Denis-Basilique).

5 juin, solidarité avec les syndicalistes, rassemblement, Paris.

Un rassemblement « *Amnistie pour tous les syndicalistes* » est organisé à l'occasion du nouveau procès par appel de Guinot contre Gérard Filoche. RV à 12h30 en face du Palais de Justice de Paris, 4 Boulevard du Palais (M^o Cité).

9 juin, Rio+20, débats, Paris.

Attac, les Amis de la Terre, le Crid, Srotir du nucléaire, la Fondation Copernic... organisent un après-midi de débats autour du sommet Rio+20. RV à partir de 13h30, Les Diaconesses, 18 rue Sergent-Bauchat, Paris 12^e (M^o Mongallet).

12 juin, projection-débat, Poissy.

Projection du film *Liberté* de Tony Gatlif, suivie d'un débat sur le thème « *Que nous disent les Roms de la liberté ?* ». RV à 20h30, Cinéma C2L de Poissy, 112, rue du Général-de-Gaulle. Entrée gratuite.

Voir p. 8 l'agenda des réunions publiques pour les législatives.



VOTEZ ANTICAPITALISTE!

SUITE DE LA PAGE 1

aussi : le taux d'emprunt de la France sur les marchés obligataires a baissé.

MENACES CONTRE LE PEUPLE GREC

Le fond de l'accord qui réunit Merkel, Hollande et leurs amis ne peut faire de doute au vu de l'union sacrée contre le peuple grec qui a eu l'audace, le 6 mai dernier, de rejeter l'austérité et les partis qui la lui ont imposée. Les mises en garde se succèdent, les menaces aussi. Dans leur déclaration finale sur la Grèce, les 27 dirigeants de l'Union européenne affirment vouloir « *que la Grèce reste dans la zone euro [...] tout en respectant ses engagements [...] Nous espérons qu'après les élections, c'est le choix que fera le nouveau gouvernement grec.* » La menace est à peine déguisée. Fabius renchérit : « *il faut bien qu'on explique sans arrogance à nos amis grecs que s'ils veulent rester dans l'euro, ce qui est je crois une majorité d'entre eux, ils ne peuvent pas se prononcer pour des formations qui de fait les feraient sortir de l'euro.* » « *L'heure est venue de rembourser* » s'exclame Christine Lagarde dénonçant « *tous ces gens qui essaient tout le temps d'échapper aux taxes* ». Quel cynisme, quel mépris insultant. Comme si la responsabilité de la dette

grecque revenait à toute la population et non à ceux qui ont profité de cette manne pour ensuite spéculer dessus. Comme si l'aggravation de cette dette et la récession n'étaient pas la conséquence immédiate de la politique imposée par la Troïka. Comme si les « *plans de sauvetage* » avaient eu un autre but que de garantir le paiement de la dette par l'État grec aux banques allemandes, françaises... de préserver leurs spéculations. Les « *mémoires* » qui accompagnent ces plans constituent un pillage des richesses contre les travailleurs et les classes populaires. Ces derniers sont la victime des banques européennes comme de leur propre bourgeoisie. Sa lutte est notre lutte, son rejet de l'austérité est le nôtre.

ABROGATION DES MÉMORANDUMS

Avec lui, avec la gauche radicale grecque, nous demandons l'abrogation des « *mémoires* », de toutes les mesures d'austérité qui sont en train de détruire le pays, la nationalisation des banques qui ont été largement payées par les aides publiques, le moratoire du paiement de la dette et un audit qui permettra de dénoncer et d'abolir cette dette illégitime.

Nous souhaitons que le peuple grec réussisse à imposer par ses votes, par ses mobilisations un gouvernement de toute la gauche sociale et politique qui refuse l'austérité - Syriza, Antarsya, KKE, les syndicats et les autres mouvements sociaux -, un gouvernement capable d'imposer ces mesures d'urgence.

Aujourd'hui, ici, dans les élections législatives, les candidatEs du NPA défendent une politique de rupture avec l'Europe des banques, l'Europe de l'austérité et de la récession. Ils dénoncent le nouveau traité budgétaire, l'austérité de gauche et exigent un bouclier social contre le chômage, pour les salaires, pour l'annulation de la dette, la nationalisation des banques dans un service public unique.

Le vote anticapitaliste sera un vote de solidarité internationale, un vote pour une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaître

regards

Propos recueillis par Alain Pojolat



Grèce, il faut poursuivre les luttes

Entretien avec Tania Vrisaki, militante du SEK, de Antarsya (Rébellion, en français) et du Mouvement antiraciste et antifasciste, réalisé aux journées « *Marxism* » organisées par le SEK.

Comment analysez-vous le résultat des dernières élections législatives de début mai, et dans quel état d'esprit êtes-vous par rapport aux prochaines ?

Pour la première fois, on a assisté à une défaite totale des deux grands partis qui dirigent le pays depuis tant d'années. Le Pasok est passé à 14%, et on s'attend à ce qu'il passe au-dessous des 10% aux prochaines élections. La Nouvelle Démocratie (droite) a baissé énormément, c'est une énorme défaite pour eux, et, d'un autre côté, on assiste à une progression importante de la gauche, la plus importante depuis 1958 où l'union de la gauche avait fait 25%. Donc, la gauche dans son ensemble a recueilli 28% des suffrages. Par ce vote, les électeurs ont exprimé leur refus d'accepter les mesures d'austérité que veulent leur imposer les gouvernements européens pour sauver les banques. Ce sentiment risque de s'affirmer encore plus lors des prochaines élections, c'est ce qui fait peur à la classe dirigeante. On voit à la télé, dans les journaux, des attaques contre la gauche en général, et surtout contre le Syriza. Ce qui est très important, c'est d'essayer d'expliquer aux gens que le changement n'aura pas lieu parce qu'on aura un gouvernement de gauche, mais parce qu'on continuera les luttes, car ce sont elles, et elles seules qui peuvent imposer l'arrêt du paiement de la dette, l'abolition des mesures d'austérité, l'interdiction des licenciements, la nationalisation des banques sous contrôle ouvrier. Donc, on doit aborder cette période électorale, sans arrêter les grèves.

Un des phénomènes importants des dernières élections a été la percée assez significative d'un groupe ouvertement néonazi, l'Aube dorée, qui va maintenant être représenté au Parlement.

À partir du moment où le Laos était entré au gouvernement, et où Aube dorée avait un siège aux municipales d'Athènes, on avait contribué à la création d'un Mouvement contre le racisme et la menace fasciste. À l'époque, beaucoup nous disaient : « *mais non, vous surestimez le danger* » et donc ce mouvement, dans lequel je milite activement avait joué un rôle pour s'opposer aux attaques des fascistes, qu'ils soient du Laos ou des néonazis de l'Aube dorée, par des mobilisations de rue, pour empêcher la banalisation de ces organisations. Là, avec leur entrée au Parlement avec 7% des voix, on assiste à de véritables pogroms organisés par les nazis, avec l'acceptation de la police, et même parfois sa participation directe. Ils frappent des immigrés ou des gens de gauche, régulièrement envoyés à l'hôpital, et bien sûr aucun n'a jamais été déféré devant un tribunal. Il y a maintenant de la part de certains journalistes, et même de gens de gauche qui disent : « *ben ça fait rien, il vaut mieux les faire parler à la télévision, ça permettra que les gens comprennent qui ils sont* ». Ce qui est faux parce que jamais un néonazi n'ira dire devant une caméra qui il est réellement, au contraire, ils se présentent comme des gens respectables. Il est donc impératif de créer partout, dans chaque quartier, des comités unitaires pour, à la fois, dire aux gens qui ils sont, s'opposer physiquement à eux dans leurs attaques, notamment contre les travailleurs immigrés, empêcher que dans la tête des gens ils soient perçus comme un parti comme les autres. Il faut dire que ce sont des néonazis, des assassins, et qu'ils n'ont pas droit à la parole ni d'être présents dans les quartiers.

Peux-tu nous parler des formes d'auto-organisation que prend le mouvement social ?

Ce qui est plus important, à mon avis, c'est ce qu'il se passe sur les lieux

de travail où justement le mouvement des hôpitaux est important. Alors que dans une période précédente, on pouvait avoir des grèves séparées : une fois les médecins, une fois les infirmières, une fois le personnel administratif, de plus en plus il y a une collaboration entre tous pour s'organiser. La création de comités de grève permanents a permis d'impliquer de plus en plus de salariés. Ensuite, ce mouvement qui est parti d'un ou deux hôpitaux a commencé à réunir un comité de coordination de plusieurs hôpitaux, pour finalement toucher presque tous les hôpitaux d'Athènes avec une tentative au niveau national. À Kilkis, dans le nord du pays, l'hôpital était menacé de fermeture, les travailleurs ont décidé de l'occuper et de le diriger tous seuls.

Vous donnez l'impression à Antarsya d'être animés d'un optimisme assez enthousiasmant. Vous avez plus un moral de vainqueurs que de vaincus, ou de militants accablés par une situation politique difficile.

Nous sommes optimistes parce qu'au cours des deux dernières années, il y eu dix-sept journées de grève générale et donc, on ne part pas de zéro. Les travailleurs ont pris l'habitude de réagir par des grèves, et en apprenant à s'organiser mieux, de manière plus unie à chaque fois. Les travailleurs apprennent de ces journées de grève qui d'ailleurs n'arrivent pas à gagner, mais elles aident à aller de l'avant, ce sont des expériences. Aujourd'hui, nous sommes devant de nouvelles discussions quand on parle avec les salariés : qu'est ce que ça veut dire la sortie de l'euro, et de quelle façon on doit sortir de l'euro ? Qu'est ce que ça veut dire le contrôle ouvrier ? Comment imposer, nous-mêmes, l'interdiction des licenciements ? On parle d'une nouvelle société qui soit basée sur les besoins du plus grand nombre, et pas sur les profits de quelques-uns. Et donc, c'est cela qui nous rend optimistes.

Hier, un camarade disait que pour une fois, vous n'étiez plus dans le seul domaine de la propagande, mais dans celui de répondre à un défi historique, qu'on sortait de l'abstraction, que c'était possible... Penses-tu toi aussi que la révolution est possible aujourd'hui ?

Oui... trois fois Oui !



(DR)

Partenaires sociaux ou adversaires de classe ?

Mardi 29 mai, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, recevait l'ensemble des « partenaires sociaux » afin de préparer la grande conférence sociale d'avant la mi-juillet.

Dans une tribune commune parue dans l'Express, Luc Bérille de l'Unsa et François Chérèque de la CFDT, soulignent la nécessité de « réformes structurelles et estiment qu'il faut y impliquer tous les acteurs de la société et renforcer la responsabilité des partenaires sociaux... L'inscription de leur rôle dans la Constitution n'est pas seulement un acte de reconnaissance formelle, elle fait du respect de leur autonomie et de la négociation collective les leviers essentiels de la complémentarité entre démocratie sociale et démocratie politique ». Ils estiment que l'agenda social doit intégrer notamment la « rénovation du marché du travail et la sécurisation des parcours professionnels et appellent à la poursuite sans délai des négociations ouvertes entre partenaires sociaux sur la vie au travail, le rôle des représentants du personnel, la répartition de la valeur ajoutée, la sauvegarde de l'emploi ».

La CGT s'apprête à faire des propositions notamment pour multiplier par cinq les financements du chômage partiel, renforcer les droits des salariés dans les conseils d'administration, mettre en place un système d'aide à la reprise d'entreprises en difficulté et restructurer l'appareil industriel pour répondre au plan de transition énergétique promis par le président. De son côté, le Medef veut bien discuter de tout à condition de ne pas augmenter les « charges » qui pèsent sur les entreprises. Cela vaut tant pour le Smic que pour les retraites.

INSCRIRE LE DIALOGUE SOCIAL DANS LA CONSTITUTION

Le programme de François Hollande prévoit de modifier la Constitution afin que soit garanti le principe d'une concertation des partenaires sociaux avant toute loi les concernant.

La politique de dialogue social que souhaitent mettre en œuvre Hollande et Ayrault est à double détente. Dans l'immédiat il s'agit de convaincre les organisations syndicales que les mesurées envisagées sur le Smic et les retraites sont tout ce qu'il est possible de faire avec les difficultés économiques du pays dans la situation laissée par la droite.

Les exigences portées par les confédérations sont tellement insignifiantes et inaudibles que cela risque fort de ne pas être difficile. Pour la CFDT, les 1 700 euros pour le Smic seraient « inatteignables », les gesticulations de FO ne trompent personne et la CGT semble



paralysée par les problèmes de succession de Bernard Thibault.

Mais, derrière ces escarmouches de début de mandat présidentiel et avant le résultat des élections législatives, se profile une stratégie plus globale de développement d'un « dialogue social » à l'allemande dans lequel toute grève, toute lutte doit être précédée d'une phase de négociation, de concertation afin d'éviter des mobilisations dont l'évolution pourrait être difficile à maîtriser. Les mobilisations de l'automne 1995, celle contre le CIP, restent dans les mémoires des dirigeants politiques et syndicaux et les incitent à construire des cadres de négociations globaux et durables.

POUR LÉGITIMER LES RECULS SOCIAUX

Cependant les enjeux de la situation actuelle de crise sont d'une autre ampleur. Il n'est pas évident qu'en France les travailleurs acceptent les reculs sociaux négociés en Allemagne ou en Espagne, ou ceux que le patronat tente d'imposer en Italie. Dans ce dernier pays,

l'offensive de Marchionne à la Fiat a mis en difficulté la Fiom et la CGIL qui ont refusé de cautionner les reculs sociaux liés au maintien de la représentativité dans l'entreprise mais n'ont pas tenté une mobilisation des travailleurs pour refuser ce double chantage. La direction de la CGT avait dans un premier temps su trouver des compromis avec Sarkozy sur les régimes spéciaux et la représentativité. Mais elle a pu mesurer, à l'occasion de la bataille sur les retraites, la difficulté à conjuguer la pression limitée aux manifestations de rue avec la volonté de la bourgeoisie d'imposer des reculs sociaux importants. L'engagement de nombreux responsables CGT, FSU et Solidaires dans le soutien à Mélenchon, partisan du changement par les urnes, risque fort d'ajouter à la confusion et à l'attentisme plutôt que d'aider au développement des luttes notamment contre les licenciements et fermetures d'usines.

Robert Pelletier

(article rédigé avant la réunion du 29 mai)



Par Yvan Lemaitre

LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE

Moins de deux semaines après son entrée en fonction, Hollande a rencontré Mohamed VI, le roi du Maroc, faisant de lui le premier chef d'État reçu à l'Élysée. Avec empressement, il a tenu à affirmer la continuité du soutien de l'État français à la monarchie confrontée à la crise sociale et politique qui se développe comme en témoigne la manifestation monstre du 27 mai, de plusieurs centaines milliers de personnes, à l'appel d'organisations syndicales et soutenue par les organisations démocratiques et du mouvement social.

La dictature mène depuis plusieurs mois une répression systématique dont l'ampleur vient d'être dévoilée par le dernier rapport d'Amnesty International. Ce sont des centaines de condamnations, la torture, les enlèvements depuis qu'a commencé la contestation démocratique. Mais l'Élysée « a salué le processus de réforme démocratique, économique et sociale en cours dans le royaume, soulignant que la France se tient au côté du Maroc dans la voie qu'il a choisie de modernisation économique et d'approfondissement de l'État de droit ».

Hollande a ainsi tenu à assurer la continuité de l'État français, de sa politique impérialiste comme il a aussi tenu à le faire en se rendant en Afghanistan à peine le G8 terminé. Il y a justifié la guerre et l'occupation, affirmant sa solidarité avec les USA et l'Otan comme avec Karzaï le président afghan que les grandes puissances ont mis en place. « Le temps de la souveraineté afghane est venu », a-t-il déclaré pour annoncer le retrait d'une partie des troupes française « en bonne intelligence avec nos alliés, notamment avec le président Obama qui en comprend les raisons, et en étroite concertation avec les autorités afghanes ». Pour préciser « la France maintient ses liens avec ce pays. Nous poursuivons nos projets de développement ». En clair, l'État français entend tirer les bénéfices de son engagement militaire sur le plan des « perspectives » au niveau « économique » pour le meilleur profit des Total, Bouygues et autres...

Assez de cette politique militariste d'oppression et de pillage des peuples !

Eurobonds, project-bonds: le petit théâtre de François Hollande

Au sommet européen du 23 mai, François Hollande a mis en avant les euro-obligations se heurtant à l'opposition d'Angela Merkel.

D'abord quelques précisions de vocabulaire. Par euro-obligations (ou en anglais eurobonds) on désigne des titres de la dette publique qui, au lieu d'être émis comme actuellement, par chaque État séparément, le seraient au niveau européen. Les project-bonds correspondraient à des emprunts destinés à réaliser des projets précis de grands travaux concernant plusieurs pays de l'Union européenne (du type ligne de TGV) : un groupe privé volontaire pour un projet bénéficierait d'une garantie publique européenne pour se procurer des fonds. Les project-bonds ont déjà existé dans le passé et figuraient dans les 60 propositions de Hollande sous le nom « d'emprunts européens pour le futur ». Les autorités européennes sont déjà d'accord pour mettre en route le processus en 2012-2013. En soi, ce n'est pas mal que l'Europe prenne en charge de grands projets. Reste à savoir lesquels, en fonction de quels besoins essentiels des populations, et aussi pourquoi confier ces projets au privé supposé en bonne logique libérale être plus efficace que le public. Les eurobonds, par contre, signifieraient que tous les États européens (ou plutôt ceux de la zone euro) empruntent désormais en commun, c'est-à-dire au même taux. Ce qui veut dire que les

marchés financiers accepteraient de prêter aux États considérés comme « fragiles » (Grèce, Espagne, Portugal, Italie) à un taux plus faible qu'actuellement. Par contre, l'Allemagne, la France, etc. bénéficieraient de condition moins favorables. Donc les eurobonds seraient un instrument de solidarité.

En fait, ceux qui prônent les eurobonds sont des marchands d'illusion : les eurobonds ne peuvent exister que si les politiques budgétaires sont unifiées au niveau européen. Et c'est clairement la position des dirigeants allemands : les eurobonds peuvent être un « point d'arrivée », une fois mis en application le traité budgétaire européen (que Hollande dit vouloir négocier). Comme l'a dit le ministre allemand des Finances, pas d'eurobonds, « tant qu'un pays mène sa propre politique budgétaire ». Autrement dit, tous les pays, quelles que seront dans le futur les majorités au pouvoir, devront accepter le carcan de l'austérité.

De plus, les eurobonds, même s'ils existent un jour, ne supprimeront pas la tutelle des marchés financiers. En fait, en les mettant en avant, Hollande montre clairement qu'il n'a aucunement l'intention de contester les contraintes du traité de Maastricht qui empêchent la Banque centrale européenne de faire des avances

ou de prêter directement aux États.

Le plus probable est que les effets de manche français ne déboucheront sur rien sauf sur la mise en place d'une étude supplémentaire sur les eurobonds. En contrepartie de ces eurobonds hypothétiques et de quelques project-bonds, François Hollande avalera très probablement le contenu du traité européen (avec quelques modifications de forme). On peut à l'extrême rigueur imaginer un « compromis » autour, par exemple, d'une pincée d'eurobonds (quelques % des émissions de dette nouvelle par exemple) avec un système de garantie particulier.

Dans tous les cas, la finance pourra continuer de prélever sa dime et les peuples européens d'en supporter le coût social. Derrière la scène de ce mauvais théâtre, le feu est pourtant dans la maison : la zone euro connaîtra la récession en 2012 tandis que la situation grecque et la fragilité des banques espagnoles peuvent déboucher sur une nouvelle tourmente. Et le nouveau président français péroré sur une question annexe au lieu de poser les vrais problèmes ! Tout en s'accommodant du chantage auquel est soumis le peuple grec.

Henri Wilno

Automobile, la nécessaire riposte internationale

L'industrie emblématique du XX^e siècle, l'automobile est en première ligne dans la crise économique d'aujourd'hui. La gigantesque restructuration du secteur tente de répondre à un double objectif: la saturation des marchés traditionnels des USA, d'Europe de l'Ouest et du Japon et le développement des marchés dans les grands pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Europe de l'Est, d'un côté, et la sauvegarde de la profitabilité dans un secteur où la concurrence est très développée, de l'autre. Pour ces raisons, les restructurations présentent à tout moment une dimension internationale. Qu'il s'agisse d'une redistribution complète des cartes tant industrielle que géographique aux USA ou des multiples stratégies d'alliance en Europe ou en Asie ou des processus d'externalisation, il s'agit

toujours et partout d'une mise en concurrence des salariés pour le maintien des profits. Mais si les confrontations traversent les frontières, les réponses du mouvement ouvrier restent enserées dans les États nationaux. L'avenir des GM Strasbourg, SevelNord, PSA Aulnay ou Madrid, Fiat, Opel, Ford Blanquefort, Renault Sandouville et des milliers d'emplois chez les sous-traitants se joue à l'échelle mondiale au cœur de groupes internationaux qui ne se souviennent de leurs racines nationales que pour demander les généreux subsides d'États conciliants. Autant dire que la sortie de l'isolement des luttes est un enjeu décisif pour faire face aux offensives patronales. C'est dans ce sens que doivent se multiplier les rencontres, échanges internationaux. L'an passé une rencontre de militants de

Fiat Italie et Pologne, Ford France et Espagne, Opel Pologne, Renault France et Espagne, PSA, Volvo-Trucks, Seat et Volkswagen s'était tenu à Amsterdam. Cette année, pendant le week-end de l'Ascension, s'est tenue la réunion du 7^e Conseil international des travailleurs de l'automobile à Munich. Cette rencontre, à l'initiative de groupes marxistes léninistes auxquels est liée Voie prolétarienne, a permis des échanges entre plus de 300 militants venus d'une vingtaine de pays, présents dans tous les groupes de la branche de Corée, des Philippines, du Brésil, et de la plupart des pays européens. La présence des camarades brésiliens de Con Lutas, de la CGT espagnole, d'Août 80 de Pologne, de la CGT de Renault Cléon ou PSA Sochaux, de Solidaires PSA montre que la volonté de tisser des liens par-delà les frontières

est partagée par de nombreux militantEs et structures syndicales combattives. Mais l'inégalité très importante de la représentativité des militantEs présentEs rend prématurée toute structuration accélérée de ce genre de coordination. Le débat doit continuer en vue de la prochaine réunion prévue pour 2014/2015. L'essentiel est de mettre en place des réseaux par groupes, par pays ou à l'échelle européenne pouvant servir de support à la construction de solidarités, de luttes communes, coordonnées. Les tâches sont immenses. La volonté des militantEs présentEs aussi.

Robert Pelletier

MEDEF Maîtres chanteurs et exploités !

Sans surprise, Parisot s'oppose à toute avancée sociale...

Laurence Parisot, la patronne des patrons, a fait son grand retour le 22 mai dernier lors de la conférence de presse mensuelle du Medef, la première depuis l'élection de François Hollande. Tout en prenant acte des résultats des urnes – elle qui avait soutenu Sarkozy et qui s'était faite plutôt discrète en milieu de la campagne – la présidente du Medef a incité le nouveau président à continuer la politique du sortant et en aucun cas à appliquer le programme du candidat socialiste. En effet, pour le Medef, si les quelques « mesures » proposées par le candidat Hollande étaient appliquées ce serait la fin de la compétitivité du pays et l'explosion du chômage. Selon Laurence Parisot, les entreprises ne pourraient pas tenir le « choc » du retour partiel de la retraite à 60 ans mais aussi du « coup de pouce » au Smic. Autre sujet d'inquiétude pour le patronat, la taxation à 75% des revenus à partir d'un million d'euros et plus généralement l'alourdissement de la fiscalité qui « isolera la France » sur la scène internationale. Au total, la présidente du Medef a évalué à près de 27 milliards d'euros le coût des nouvelles « charges sociales et fiscales » qui pèseront sur les entreprises si le programme du candidat François Hollande était appliqué et qui n'auront qu'une seule conséquence pour le patronat : la fin des embauches. Le Medef plaide donc pour un « désendettement compétitif ». Ben voyons ! Sans utiliser le mot, le Medef défend évidemment l'austérité... pour les salariéEs et rien que pour les salariéEs. Ses priorités sont claires et connues : discipline budgétaire, compétitivité et baisse des prélèvements obligatoires pour les entreprises. Alors que la TVA sociale de Sarkozy si chère au patronat risque de tomber à l'eau, le Medef revendique désormais un transfert du financement de la protection sociale des cotisations sociales sur la CSG... Bref au lieu d'augmenter la TVA, il faudrait désormais augmenter la CSG mais avec toujours le même objectif, celui d'en finir avec le salaire socialisé assurant la protection sociale des salariéEs.

Pour le Medef, la priorité pour la « conférence sociale » de juillet sera d'être axée sur la réforme du marché du travail pour renforcer « l'employabilité compétitive » – nouveau concept du Medef qui veut dire flexisécurité, le financement de la protection sociale (questions de santé incluses), la modernisation du dialogue social ainsi que la qualité de vie au travail. On le voit, le patronat ne lâche aucun de ses objectifs. Il n'entend pas abandonner ses attaques contre la hiérarchie des normes avec les « accords compétitivité emploi » permettant aux patrons de moduler à volonté les horaires et les salaires et veut remettre sur le devant de la scène le fameux contrat unique à droits progressifs qui supprimerait le contrat à durée indéterminée (CDI) trop avantageux pour les salariéEs... bref de la précarité pour tous et toutes.

Le Medef a donc décidé de mettre la pression sur ce gouvernement qui est loin de vouloir « tout changer » en profondeur, en particulier d'abroger des réformes que Sarkozy a mis en place et qui fait la joie du patronat aujourd'hui et qui se refuse de redistribuer réellement les richesses. Pour cela, il faudra une solide opposition à sa gauche et dans la rue !

Sandra Demarco

Une avancée pour la justice des mineurs

L'annonce par Taubira de la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs est une bonne nouvelle pour l'ensemble de la profession. Il faut aller plus loin en réduisant le nombre de centres fermés.



Les professionnels de la justice des mineurs ont accueilli avec soulagement l'annonce par la nouvelle ministre de la Justice, Christiane Taubira, de la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs et des peines plancher. Évidemment, la droite est tout de suite montée au créneau, dénonçant ce projet. Les propos très violents tenus à l'encontre de Christiane Taubira ont des relents sexistes et racistes. On aurait aimé un soutien plus rapide et plus ferme du gouvernement Ayrault.

ABROGATION DE LA LOI MERCIER

Symboliquement Christiane Taubira a donné le ton sur la justice des mineurs en annonçant l'abrogation des mesures de la loi Mercier du 10 août 2011. Elle s'est rendue dès le 20 mai à la permanence éducative du tribunal pour enfants de Paris où l'avocat de permanence pour les mineurs déférés était Pierre Joxe ! Dans un livre récent, écrit à partir de son expérience d'avocat à l'antenne des mineurs du tribunal de Paris, il dénonçait de façon assez virulente l'abandon des réponses éducatives pour les mineurs auteurs de délits. Les mineurs délinquants étaient

dans le collimateur de Sarkozy qui n'a eu de cesse pendant son quinquennat de casser la justice spécifique des mineurs. Création d'établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM), création de centres éducatifs fermés (CEF), et suppression des centres d'insertion et des foyers éducatifs ont précédé la création de tribunaux correctionnels pour mineurs. Ceux-ci, composés de trois juges dont un juge des enfants, peut juger des mineurs de plus de 16 ans en état de récidive et risquant une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans. Ils peuvent juger aussi des majeurs.

APPROCHE ÉDUCATIVE

L'objectif était de diminuer le poids du magistrat spécialisé, le juge des enfants, qui a une approche plus éducative qu'un magistrat non spécialisé. Le résultat escompté était que les mineurs soient condamnés comme des majeurs. Le tribunal pour enfant est lui présidé par un juge des enfants, entouré de deux accessaires choisis au sein de la société civile pour leur connaissance de l'enfance ou de l'adolescence. La mise en place de ce nouveau tribunal correctionnel a varié selon les juridictions : soit le

choix a été de mettre deux juges des enfants et un juge correctionnel pour contrecarrer l'esprit de cette loi, soit il n'y avait qu'un seul juge des enfants. Le SNPES-PJJ/FSU, syndicat majoritaire, avait appelé à la grève le 6 avril contre cette loi et le tout-répressif appliqué à la justice des mineurs. L'Association des magistrats de la jeunesse, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France et Pierre Joxe s'étaient joints à la conférence de presse qui avaient permis de médiatiser le rejet commun de ce nouveau tribunal correctionnel. Par ailleurs, de nombreuses lois sécuritaires (lois Perben, Sarkozy) créant de nouveaux délits et durcissant les peines ont touché les mineurs, notamment en accélérant les procédures de comparution (création notamment du jugement à bref délai, qui juge entre quinze jours et un mois après le délit) ne laissant plus de place « au temps éducatif ». Supprimer ce temps éducatif qui permet de mieux appréhender la problématique des adolescents, c'est nier la possibilité à l'adolescent d'évoluer et c'est ne plus le considérer comme un être en devenir. Déjà au tribunal pour enfants, les mineurs sont de plus en plus

condamnés à des peines de prison assorties de sursis et de mesures de probation, parfois dès le premier délit, par des juges pour enfants, sous pression permanente du parquet. Dans cette logique de pression du parquet, on peut imaginer qu'à long terme, les tribunaux correctionnels pour mineurs se seraient rapprochés des chambres correctionnelles de comparution immédiate. Dans cette juridiction expéditive, pour un délit équivalent, les peines prononcées sont en moyenne supérieures d'un tiers à celles rendues dans un tribunal correctionnel classique.

MOBILISATION

Si les professionnels de l'enfance en danger se réjouissent des propos de la ministre de la Justice qui dit vouloir revenir à l'esprit éducatif de l'ordonnance de 1945, et attendent rapidement l'abrogation de la loi Mercier, ils sont opposés à la multiplication des centres fermés contenus dans le projet du Parti socialiste. Les récents propos de Manuels Valls sur le rapprochement police/justice concernant la justice des mineurs montrent qu'il faudra se mobiliser pour que l'éducatif mis en avant aujourd'hui par Christiane Taubira l'emporte.

Anne Leclerc

ÉGYPTE Coup dur pour les révolutionnaires



(ROMAIN HINGANT)

Lundi 28 mai, des milliers de personnes sont descendues dans les rues du pays pour manifester leur colère à l'annonce des résultats d'un premier tour très serré sur lequel pèsent de forts soupçons de fraude. Mais, bien que divisées, les forces révolutionnaires obtiennent près de la moitié des voix.

Ce sera donc le Frère et le militaire. Après une campagne historique marquée par de multiples rebondissements, l'arrivée en tête du candidat de la puissante confrérie et du dernier Premier ministre du dictateur déchu semble marquer le retour à un schéma éculé : les islamistes contre l'armée. Les Frères musulmans (FM), principale organisation politique du pays, contre le énième avatar du Conseil suprême des forces armées (CSFA), composante essentielle du pouvoir depuis plus de 50 ans. De fait, le second tour de la première élection présidentielle libre de l'histoire de l'Égypte sera le nouveau terrain de la bataille que se livrent les deux principales forces organisées du pays pour le contrôle des institutions.

D'aucuns verront dans ce résultat l'aspiration du peuple égyptien à un retour à l'ordre, religieux et social d'un côté, sécuritaire et économique de l'autre, dans un contexte de désorganisation et de crise économique profonde, et de transition démocratique incertaine. Mais les apparences du processus institutionnel ne doivent pas tromper sur l'avancement du processus révolutionnaire. L'arrivée de Morsy en tête, moqué comme la « roue de secours » de la confrérie¹, a été présentée comme une surprise par nombre d'observateurs. C'est en fait la démonstration de la puissance de l'appareil des FM. Mais une des principales leçons de ce premier tour est que cette puissance est en nette perte de vitesse : alors que les FM avaient obtenu quasiment la majorité absolue aux législatives, ils n'ont cette fois fait que 25%. Ce qui signifie que, en dehors des zones où ils sont hégémoniques, leur influence a significativement reculé, en particulier dans les grandes villes ouvrières.

Leur discrédit est le fruit de griefs dont l'accumulation s'est accentuée depuis leur rapprochement du pouvoir : de leurs tractations avec le CSFA en plein soulèvement révolutionnaire, jusqu'à leurs grossières tentatives de s'accaparer le processus constitutionnel - censé être achevé en juin mais toujours bloqué -, on trouve comme fil conducteur leur incapacité profonde à répondre aux attentes tant sociales que démocratiques du mouvement révolutionnaire.

En face de lui, Ahmed Shafiq, le *fouloul* (résidu) le plus haï par les révolutionnaires, a su regrouper, en s'appuyant sur les réseaux de l'ancien régime, les votes des couches favorisées de la société égyptienne qui sentent leur position menacée par la révolution, ainsi que ceux d'une partie de la communauté copte, inquiète de la montée des islamistes. Au détriment d'Amr Moussa, l'ancien président de la Ligue arabe, favori de tous les sondages, et qui en cherchant à ménager la chèvre et le chou (brandissant le retour à l'ordre face au danger islamiste, tout en rendant hommage aux martyrs de la révolution), n'obtient finalement que 10% des voix. La victoire de Shafiq signifierait un recul considérable pour les acquis encore fragiles de la révolution et une menace directe pour les révolutionnaires.

BLOC RÉVOLUTIONNAIRE

La grande surprise de ce scrutin vient du nassérien de gauche Hamdeen Sabbahi, opposant historique à Moubarak (qui l'emprisonna plusieurs fois), qui avec 23% des voix vient se placer juste derrière Shafiq². En axant son discours sur la justice sociale et l'approfondissement des acquis démocratiques de la révolution, Sabbahi a

supplanté l'influence des islamistes dans une partie significative des couches populaires, terminant en tête au Caire, à Alexandrie, Suez, etc. Aboul Fotouh a lui obtenu 17% des voix, finissant 4^e. Ancien dirigeant des FM, dont il fut exclu en 2011 avant d'être adoubé publiquement par El-Baradeï, celui que l'on présente comme un islamiste modéré a gagné le soutien aussi bien de libéraux, de militants de gauche (dont certains camarades de l'Alliance populaire), de figures de la révolution comme le blogueur Waël Ghonim, que des salafistes (Al-Nour). Ces deux derniers constituent l'essentiel d'un « bloc révolutionnaire³ » qui représente presque la moitié des voix. Sabbahi, qui a bâti sa campagne sur la mise en avant des questions sociales, endossant la représentation de la voie « *ni fouloul, ni islamiste* », se trouve maintenant investi d'une mission par nombre de ses votants ; il devrait jouer un rôle non négligeable dans un champ politique en formation, alors que l'expression politique des révolutionnaires fait encore cruellement défaut. Les nombreux mouvements de grève qui traversent le pays et les mobilisations qui ne manqueront pas d'éclater jusqu'au second tour prévu les 16 et 17 juin montrent que la révolution n'est pas prête à s'en remettre à des institutions encore sous la coupe du CSFA.

Romain Hingant

1. Khairat El-Shater, leader charismatique et stratège de l'organisation, avait vu sa candidature invalidée.
2. Des soupçons de fraude pèsent sur 900 000 votants, soldats et militaires (qui n'ont normalement pas le droit de vote). Très favorables à Shafiq, ils ont certainement eu un rôle décisif au détriment de Sabbahi.
3. Auquel on doit ajouter Abu Ezz El-Hariri, le candidat de l'Alliance populaire, ainsi que Khaled Ali, l'avocat spécialisé dans la défense des droits des travailleurs.

La situation en Tunisie

Extraits d'un entretien avec deux syndicalistes de l'UGTT-PTT (10 mai 2012)

Après les élections d'octobre 2011, on a assisté à une bipolarisation entre : la troïka au pouvoir dominée par les islamistes d'Ennahdha, alliés au CPR de Marzouki et aux sociaux-démocrates d'Ettakatol ; l'opposition libérale, avec la tentative du précédent Premier ministre de recomposer une force réunissant les anciens du Destour de Bourguiba et des partis issus de la dissolution du RCD de Ben Ali.

La consolidation d'Ennahdha

Les dirigeants d'Ennahdha conçoivent leur action dans la durée. Ils veulent prendre le temps de renforcer leur implantation. Après les prochaines élections de 2013, ils espèrent avoir cinq ans de tranquillité pour asseoir durablement leur domination.

Ennahdha avait commencé par mettre l'accent sur l'inscription de la charia dans la Constitution. Cela lui a permis de tester les capacités de résistance de ses opposants, ainsi que de lancer des signaux en direction des jihadistes et des salafistes. Le 26 mars 2011, Ennahdha a finalement renoncé à cette exigence. En lien avec le pouvoir, les milices d'Ennahdha et les salafistes multiplient menaces et attaques contre les libertés individuelles. Ils s'en prennent particulièrement aux libertés des femmes et à la liberté d'expression. Les responsables d'Ennahdha ne s'opposent pas à de tels agissements d'islamistes qui leur servent en fait souvent d'hommes de mains. À la télévision, on a pu voir des vidéos où la police et les milices islamistes attaquent de façon coordonnée les manifestants. À la base, une symbiose se réalise entre militants d'Ennahdha et salafistes.

L'effritement des autres partis politiques

Même si le président Marzouki dénonce certains agissements islamistes, beaucoup de dirigeants du CPR sont liés à Ennahdha. Résultat, le CPR a récemment éclaté.

Ettakatol, le parti social-démocrate dirigé par le président de l'Assemblée constituante, connaît de nombreux départs. Au centre-droit, le PDP a perdu sa crédibilité initiale. Pour tenter de subsister, plusieurs partis de centre-gauche tentent de se regrouper.

À la gauche de la gauche, la plupart des groupes font cavalier seul (PTPD, MDP, LGO, etc.). Le PCOT s'est par contre allié avec d'autres courants.

La montée du désintérêt pour les partis politiques

Le désintérêt était perceptible au moment des élections d'octobre 2011, où presque un électeur sur deux ne s'était pas déplacé pour voter. Il n'a fait que s'amplifier depuis. De nombreux électeurs d'Ennahdha regrettent d'avoir voté pour le parti islamiste et pourraient s'abstenir en 2013.

La montée des mobilisations

Les revendications économiques et sociales portées par la révolution n'ayant pas été satisfaites, on assiste, depuis février, à une reprise des mobilisations, notamment dans les régions déshéritées de l'intérieur d'où est partie la révolution. Elles sont principalement impulsées par l'Union des diplômés chômeurs (UDC), les mouvements des jeunes dans les régions pauvres et les banlieues des grandes villes, diverses coordinations locales, ainsi que l'UGTT.

Incapable de répondre aux revendications, le pouvoir utilise la répression, comme par exemple le 7 avril à Tunis contre une manifestation de chômeurs. Pour le 1^{er} Mai, l'UGTT a décidé de passer outre l'interdiction de manifester avenue Habib-Bourguiba. Et le gouvernement a dû reculer.

Texte intégral disponible sur le site de l'Union syndicale Solidaires, www.solidaires.org

Le soutien à la grève étudiante s'amplifie au Québec

« Il ne s'agit plus seulement d'éducation. C'est notre liberté qui est en jeu. » Ces mots ont été prononcés il y a trois jours par un militant au Québec, où se déroule la plus grande grève étudiante de l'histoire du Canada. Il ne s'agissait au départ que d'une petite mobilisation contre le projet d'augmenter de 85% les frais d'inscription à l'université, mais elle est devenue une révolte politique et sociale de masse, voyant des centaines de milliers d'étudiants et de militants de la gauche radicale participer aux actions dans toute la province. La réponse du gouvernement fut d'imposer la semaine dernière le « Bill 78 », loi scélérate qui interdit les rassemblements, manifestations et piquets de grève au Québec sans autorisation préalable. D'après les statistiques de la police, plus de 2 500 personnes ont été arrêtées (plus de 1 000 pour la seule semaine dernière), deux étudiants ont perdu la vue et un autre a manqué perdre la vie, souffrant d'une grave fracture du crâne.

Cette affaire a eu d'importantes conséquences sur l'opinion publique dans la province. Le soutien au gouvernement est passé de 51 à 27% en quatre jours, et l'approbation de la mesure concernant les frais d'inscription de 68 à 27% en six jours. Ce déclin a même dû être admis par les médias capitalistes.

Le débat s'est déplacé de l'opposition étudiante face à l'augmentation des frais d'inscription à une lutte plus fondamentale pour les droits humains élémentaires.

Des gens de tous âges qui ne s'intéressaient pas à la question des frais d'inscription, il y a encore quelques jours, ont été très choqués par les mesures répressives et antidémocratiques du gouvernement libéral - qui, et c'est un autre épisode sans précédent de la vie politique canadienne, fait l'objet d'une enquête à propos de liens avec la mafia et d'autres organisations criminelles au Québec.

Comme des militants des droits de l'homme l'ont

dit dans le passé, « *Quand l'injustice devient loi, la résistance est un devoir* ». Et samedi, un demi-million de personnes ont participé aux manifestations dans la province, y compris dans des bastions de la bourgeoisie libérale et anglophone, comme la région résidentielle de West Island, près de Montréal.

Il s'agit d'un nouveau chapitre de la politique néolibérale. L'échec du capitalisme globalisé et les crises qu'il a créées alourdissent le poids supporté par les étudiantEs, les pauvres et les salariéEs. Pourtant, comme on l'a vu dans bien des endroits du monde, des dizaines de millions de personnes refusent d'accepter les politiques d'austérité promues par une idéologie en faillite, et avancent leurs propres solutions basées sur la justice sociale et l'égalité.

Ces idéaux se reflètent dans les structures très démocratiques et participatives des étudiants et des groupes de gauche radicale au Québec. Et la mobilisation rassemble comme jamais

auparavant des étudiants et des salariés francophones et anglophones. C'est ce que les classes dominantes craignent le plus.

J'ai grandi à Montréal, au Québec, dans les années 1980, et je me souviens que mon école avait dû séparer les étudiants anglophones et francophones dans des bâtiments différents pour éviter les affrontements. Je n'ai jamais vraiment compris ce genre de divisions, venant d'une famille où l'on parlait les deux langues et où l'on se reconnaissait dans les deux cultures. Tout ceci semble de l'histoire ancienne au regard de ce qui se passe aujourd'hui. Les jeunes du Québec sont en train de montrer à quel point l'unité et la solidarité sont des valeurs importantes - et belles - dans le combat pour un monde meilleur.

Sean Cain* (traduction Ingrid Hayes)

* Sean Cain est originaire de Toronto (Canada), il vit à Avon et milite au NPA dans le 77.

Portraits de

Maine-et-Loire Les 7 anticapitalistes!

Le Maine-et-Loire, dont une seule des sept circonscriptions est détenue par le PS, a voté majoritairement Sarkozy aux élections présidentielles, mais de peu ! Le président des riches a été écrasé à Angers. Même Cholet, ville ouvrière dirigée par un maire d'extrême droite (CNI), a basculé. Cependant, le FN a fait une percée inhabituelle dans plusieurs villages en périphérie du département. La crise fait tourner les têtes en même temps qu'elle détricote le tissu des entreprises locales. À Pouancé, commune de 3 000 habitantEs où 214 salariéEs sont licenciéEs par le groupe Sora Composites (qui avait empoché pas moins de 9 millions d'euros de l'État en 2009 dans le cadre de l'aide à la filière automobile décidée par Sarkozy), 650 personnes manifestaient leur colère le 1^{er} mai dernier. À Angers, les salariéEs de Thomson-Technicolor (usine mise en vente avec son personnel par petite annonce !) ne se résignent pas à la fermeture envisagée par la direction du groupe. Philippe Poutou avait d'ailleurs rencontré une délégation de l'inter-syndicale angevine afin de lui apporter son soutien durant la campagne des présidentielles. C'est dans ce contexte que le NPA49 présente des candidatEs dans les sept circonscriptions du département, dont deux camarades se réclament du courant Gauche anticapitaliste. Les « 7 du 49 » défendent un bouclier social contre la crise du capitalisme, un programme pour les luttes (dans un département où une majorité de l'appareil du PCF défend une ligne d'union de la gauche et de participation à un gouvernement du PS)¹, défense de l'école publique, mais aussi écologie résolument anticapitaliste, très différente de celle des Verts angevins depuis longtemps embarqués dans une cogestion libérale avec le PS. La gratuité des transports en commun et le refus du projet de rocade au sud d'Angers étaient déjà portés dans cette ville par notre liste « 100% à Gauche » aux municipales de 2008 (5% des

voix). Nous y ajoutons la lutte contre l'Ayrault-port de Notre-Dame-des-Landes en Loire-Atlantique voisine (défendu par l'alliance PS-MRC-PCF au conseil régional et par la multinationale Vinci) et la sortie du nucléaire en dix ans. Avec sept candidatEs du NPA49, c'est une orientation résolument anticapitaliste, écologiste, féministe et antiraciste qui peut s'exprimer dans la campagne en Anjou !

1. Aux élections régionales de 2010, cette même « majorité » du PCF49 avait soutenu la liste du PS et s'y était embarquée contre la liste unitaire du NPA et du Front de Gauche.



Val-de-Marne À gauche de la gauche.

Le NPA présente des candidatures anticapitalistes dans dix circonscriptions sur onze, dont une avec le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), la 6^e circonscription à Fontenay-sous-Bois.

Les 56,4% recueillis par Hollande au deuxième tour de la présidentielle ne reflètent pas exactement la géographie politique du département, car à l'exception de quelques communes riches et traditionnellement à droite, comme Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Mandé ou Nogent-sur-Marne, le 94, c'est plutôt l'ancienne banlieue rouge. Mélenchon pour le Front de Gauche a dépassé les 20% dans huit villes (Arcueil, Champigny, Gentilly, Ivry, Orly, Valenton, Villejuif et Vitry). Et c'est le seul département, avec l'Allier, où le Parti communiste préside encore le conseil général.

La politique des élus à la tête du département illustre les contradictions du Front de Gauche, entre l'affirmation d'une volonté d'indépendance par rapport au Parti socialiste et l'adaptation réelle aux politiques libérales qui se traduit par la privatisation de certains services publics départementaux, l'arrêt des subventions du conseil général aux crèches municipales tandis que sont votées des subventions aux établissements scolaires et entreprises du privé. Le vote des élus de gauche ne correspond pas toujours à leurs prises de position antilibérales. La gestion de l'eau a été confiée une nouvelle fois à Veolia, qui pratique des prix 30% plus chers que la normale ou à la Lyonnaise des Eaux-Suez. À Ivry-sur-Seine, la municipalité PCF a donné son aval à un projet qui conduit à la cession au privé de l'ancienne maternité Jean-Rostand, une opération qui n'aurait guère suscité d'opposition si le conseiller municipal du NPA, Serge Aberdam qui est candidat sur la 10^e circonscription, ne l'avait pas dénoncée.

C'est pourquoi si les militantEs du NPA se retrouvent quotidiennement dans les luttes aux côtés des militantEs du Front de Gauche, il est indispensable que s'affirme une perspective de rupture avec le capitalisme pour aider à la constitution d'une opposition de gauche aux politiques d'austérité que ne manquera

Nord-Pas-de-Calais En campagne pour l'urgence sociale

Dans le Nord-Pas-de-Calais, le NPA présentera aux législatives des candidatEs dans 24 circonscriptions. Dans une région particulièrement frappée par la crise, par la violence du système, où 21 500 redevables de l'ISF côtoient plus de 200 000 allocataires du RSA, il y a urgence sociale !

Populariser notre plan d'urgence, notre bouclier social pour une autre répartition des richesses, voilà donc un des enjeux de nos candidats quand, sur les dix villes les plus pauvres de France, sept se trouvent dans le Nord-Pas-de-Calais.

Nos camarades, et notamment nos camarades infirmiers, comme Jan Pauwels qui se présente sur la 1^{re} Nord, seront les porte-voix de la défense des services publics dont la casse a eu des répercussions plus que douloureuses dans une région où l'espérance de vie est la plus faible de France. Une région où, au déficit de médecins généralistes et de spécialistes, vient s'ajouter la diminution des budgets des hôpitaux et l'explosion du recours au crédit bancaire et notamment aux prêts « toxiques ». Une région qui depuis des années est la plus touchée en termes de casse de l'éducation et de suppression de postes dans l'éducation, suppressions contre lesquelles sont particulièrement mobilisés au quotidien nos camarades enseignants, militants syndicaux, et nos camarades lycéens et étudiants comme Damien Scali, candidat dans la 2^e Nord.

Ce n'est pas à nous de payer leur crise financière ni de trinquer pour leur crise environnementale. Face à la menace que représente la centrale de Gravelines la plus puissante d'Europe, vieille de 30 ans, nous réclamerons, notamment dans la 14^e Nord, par la voix de Claire Raimbault, la sortie du nucléaire en dix ans.

Parce que nous voulons une autre société, en finir avec le racisme et la xénophobie, nous populariserons notre mot d'ordre de régularisation des sans-papiers, du centre de rétention de Coquelles à celui de Lesquin, avec notamment Catherine et Bernard Playe dans les 6^e et 7^e du Pas-de-Calais et tous nos camarades investis aux côtés des migrants.

La question de l'interdiction des licenciements sera centrale dans notre région. Nos camarades candidats, militants syndicaux, sont tous investis au quotidien dans ce combat, comme Pascale Montel, ouvrière de la métallurgie, militante CGT. Ce combat, nous le mènerons entre autres sur la 7^e du Pas-de-Calais aux côtés des 1 600 travailleurs de Seafrance licenciés, sur la 19^e du Nord, auprès des 2 500 travailleurs de Sevelnord dont l'emploi est toujours menacé.

Dans bien des circonscriptions, nous aurons à poursuivre, dans la lignée de la campagne présidentielle de Philippe Poutou, notre rejet de la droite sarkozyste et de la clique du président sortant : Daubresse, poids lourd de l'UMP, dans la 4^e Nord,

Vanneste, toujours membre de l'UMP malgré ses propos homophobes et révisionnistes, qui se présente sous l'étiquette du RPF (de Pasqua et Villiers) dans la 10^e Nord, et Borloo, député sortant, ancien ministre de Sarkozy qui avait réaffirmé son soutien à ce dernier lors de la présidentielle, dans la 21^e.

Et parce que, chez nous, un grand nombre de villes, anciens bastions du PCF, voient le FN arriver en tête, il nous faudra aussi militer pour que les électeurs ne se trompent pas de colère, pour dire et redire que le FN ne représente en rien les intérêts des travailleurs, c'est vrai sur la 11^e du Pas-de-Calais, où Séverine Duval mènera campagne contre Marine Le Pen, c'est vrai aussi sur l'ensemble du Pas-de-Calais où le FN est arrivé 2^e au premier tour de la présidentielle, avec 25,53% des voix derrière Hollande (29,44%).

Mobilisés contre la droite et l'extrême droite, nous militerons pour le développement et la convergence des luttes les plus unitaires. Dans ce bastion historique de gauche, où PCF et PS gèrent ensemble nombre de collectivités, parfois avec le Modem, nous continuerons à œuvrer à la construction d'une force anticapitaliste totalement indépendante de la gauche institutionnelle.

candidatEs

Orne

Combattre le FN dans la campagne

Le NPA sera présent dans les trois circonscriptions du département. Dans la première, notre candidate est Christine Coulon, tête de liste aux dernières élections régionales et conseillère municipale du NPA à Alençon. Son suppléant, Benoît Belloche, chauffeur-livreur de 25 ans, a rejoint le NPA juste avant la présidentielle. Dans cette circonscription, le NPA, et avant la LCR, est bien implanté, de par nos actions avec la conseillère municipale et l'implication de ses militantEs dans tout le mouvement social local existant (luttons contre les réformes des retraites, mouvement des femmes, sans-papiers, Palestine, Réseau « Sortir du nucléaire »...). Dans la deuxième, nous serons représentés par Georges Hubelhardt, 64 ans, clerc de notaire retraité et qui fut militant du PS dans les années 1980. Catherine Maunoury, 56 ans, mandataire judiciaire, syndicaliste, bien connue des travailleurs sociaux lors des manifs, sera sa suppléante.

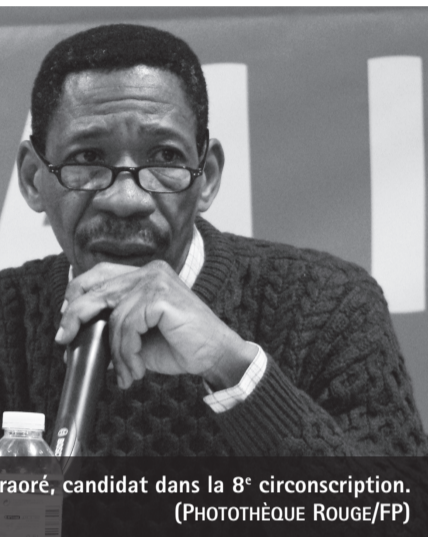
Dans la troisième, ce sera Grégory Cordurié, 42 ans, ouvrier-menuisier, animateur de l'union locale CGT de Flers, à la tête des manifestations d'opposition à Sarkozy dans la ville, avec Réjane Ahmad, 64 ans, depuis longtemps militante des mouvements de chômeurs. Dans ce département rural, où « le vote FN des champs s'invite » comme le titrait *le Monde* du 24 avril, Marine Le Pen était en tête du scrutin, le dimanche 22 avril, dans 52 communes du nord-est du département. Ainsi, dans le nord du Perche, La Trinité-dés-Laitiers avec ses 91 habitants, a placé la candidate du FN en tête, avec 32,08% des suffrages. Un peu plus loin au Ménéil-Vicomte

(44 habitants), elle grimpe à 44% des suffrages. Un autre village de 229 habitants a vu 33,7% de ses électeurs apporter leurs voix à Le Pen. Et tous, élus locaux, d'évoquer le sentiment d'angoisse et d'abandon du monde rural, face aux fermetures des services publics (écoles, gendarmeries, bureaux de poste, etc.), face à la disparition des petites exploitations agricoles, des commerces dans les petits bourgs.

Le PS a choisi, dans la troisième circonscription, de ne pas obéir à l'accord concocté entre sa direction et celle d'ÉÉ-LV, réservant cette circonscription aux écologistes. Le maire de Flers a donc été exclu du PS mais ce dernier peut bénéficier de tous les soutiens de ses amis élus ornaïes et même de celui du président du conseil régional PS.

Le Front de Gauche est constitué pour une très grosse part de l'appareil du PCF ornaïes, car le PG (qui avait constitué avec le NPA la liste unitaire pour les élections régionales) n'est que peu présent. Dans l'Orne, le PCF gère avec le PS les principales villes, dont Alençon, où notre camarade Christine Coulon symbolise l'opposition de gauche. Un PCF qui gère également la région avec le PS, qui est l'un des plus ardents défenseurs du nucléaire avec l'EPR et de la ligne LGV Caen-Paris.

Préparer un vaste mouvement pour combattre les politiques d'austérité du gouvernement Hollande, pour rassembler une gauche politique de combat en toute indépendance du PS, voilà le message que nous délivrerons à travers ces législatives.



...raoré, candidat dans la 8^e circonscription. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FP)

er le Parti socialiste.
tons en candidats titulaires, cinq femmes
mes, huit salariés, une étudiante et un
s militantes et des militants impliqués
es sur leur lieu de travail comme lors du
contre la loi sur les retraites ou contre
l'éducation publique : Joachim Coqblin,
la 7^e, y a joué un rôle important avec ses
travail territoriaux de Villejuif, Bila Tra-
nt dans la 8^e, avec ses collègues employés
général, Josiane Le Boité avec ses collè-
nants à Vitry. Des militants qui sont im-
es luttes menées dans leur ville, à travers
unitaires contre la loi sur les retraites, à
enay, Choisy-le-Roi et Vitry, les collectifs
tte, la lutte pour la régularisation de tous
iers, la lutte contre la répression frappant
e combat, également, pour faire cesser le
la montagne de déchets à ciel ouvert qui
au sens littéral du terme les habitants de
annes.



Rennes, le 15 octobre. Nathalie Ménard et Christine Coulon à la manifestation antinucléaire. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ALICE D)

Manche

Contre le nucléaire, pour les services publics

Nous présentons deux femmes titulaires sur deux des quatre circonscriptions possibles. Le choix des troisième et quatrième circonscriptions s'est fait dans l'objectif de poursuivre le travail militant qui est entamé depuis longtemps dans ce secteur.

La bataille dans la troisième circonscription est menée par Chantal Girres, infirmière à l'hôpital public et militante syndicale. Elle est de celles qui montèrent les premières pour occuper les grues sur le port de Cherbourg pour dénoncer l'arrivée de l'usine de retraitement, et n'a pas cessé le combat depuis. Christian Lerouillois qui l'accompagne est ouvrier chaudronnier à la DNCs, entreprise où la mort de onze employés dans l'attentat de Karachi a laissé des traces et surtout bien des interrogations face à ce scandale d'État. Dans le bassin ouvrier du département, la quatrième circonscription, Nathalie Ménard, éducatrice spécialisée, défend les mesures d'urgence sociales et écologiques du NPA. Elle est connue depuis plus de dix ans sur le territoire comme militante politique. Léo Tardif, étudiant en langue étrangère et militant au comité jeune de Cherbourg, développe à ses côtés les mesures anticapitalistes en faveur de la jeunesse.

Le député-maire sortant est le socialiste Bernard Cazeneuve qui après avoir été porte-parole pendant la campagne de Hollande est devenu ministre délégué aux Affaires européennes. Il s'est

distingué pendant la campagne présidentielle en jouant un rôle non négligeable dans l'accord signé entre le PS et ÉELV, où il est intervenu après un appel d'Areva, pour faire disparaître un passage du texte qui remettait en cause l'usine de La Hague. La question du nucléaire est donc très présente dans la campagne, que ce soit sur la troisième circonscription où le chantier de l'EPR est implanté et où va passer la THT, ou sur la quatrième où l'usine de retraitement continue d'accueillir et de stocker les déchets français et de retraiter ceux d'autres pays, et qui produit des sous-marins nucléaires avec la DCNS. Le NPA est le seul aujourd'hui à proposer une véritable sortie du nucléaire en moins de dix ans, et à demander l'arrêt du chantier EPR. Ce dernier cumule les retards et les malfaçons, des coûts de construction qui ont doublé (6 milliards à ce jour), un accident de travail sur quatre qui n'est pas déclaré (trois salariés du chantier sont morts), des salariés maltraités comme ces Polonais réexpédiés chez eux dans un week-end par une boîte sous-traitante parce qu'ils avaient dénoncé leur manque de protection sociale... La campagne est aussi l'occasion de réaffirmer la défense des services publics notamment dans la santé avec le centre hospitalier Pasteur qui a vu partir une dizaine de médecins en un an par manque de moyens, ou encore dans l'Éducation nationale puisque le département paie un lourd tribut en ayant perdu plus de 95 postes à la rentrée 2011.



Pascale Montel, candidate dans la 19^e circonscription du Nord. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

MEETINGS LÉGISLATIVES

31 mai, Fleurance.

Avec Christine Poupin.
RV à 20 heures, salle du
Mérindial, rue Adolphe-Cadéot.

1^{er} juin, Lons-le-Saunier.

Avec Olivier Besancenot. RV à
20 heures au Carcom, Lons-Centre
(Carrefour de la communication).

1^{er} juin, Saint-Nazaire.

Avec Philippe Poutou. RV à 20
heures, salon République, Le
Paquebot 102, Centre République.

1^{er} juin, Chateauroux.

Avec Alain Krivine. RV à 19 heures,
salle Roger-Dion, rue de la
République.

1^{er} juin, Aubervilliers.

Avec Gaël Quirante. RV à 19 h 30
Bourse du travail.

4 juin, Strasbourg.

Avec Alain Krivine et les
candidatEs du NPA 67 Sophie
Coudray, Aurélien Dumez et Valérie
Acker. RV à 20 heures, maison des
Syndicats, 1, rue Sédillot.

4 juin, Pau.

Avec Philippe Poutou. RV à 20
heures, salle 707, complexe de la
République.

4 juin, Quimper.

Avec Christine Poupin.
RV à 20 h 30, Chapeau-Rouge.

4 juin, Juvisy.

Réunion publique avec les
candidats Claude Allaire et Adrien
Beyrand.
RV à 20 h 30, salle Montessuy,
36 C, rue Montessuy.

5 juin, Tarbes.

Avec Alain Krivine.
RV à 20 heures, Bourse du travail.

5 juin, Saint-Brieuc.

Avec Philippe Poutou. RV à 20h30,
Maison du Temps libre.

5 juin, Guéret.

Avec Christine Poupin.
RV à 20 heures, salle de la mairie.

5 juin, Créteil.

Avec Olivier Besancenot.
RV à 20 heures à Créteil, salle
Aimé-Césaire, 48 avenue Magellan
(M° Créteil - Pointe du Lac)

6 juin, Paris 13^e.

Avec Alain Krivine.

6 juin, Bordeaux.

Avec Philippe Poutou. RV à
20 heures, Athénée municipal.

6 juin, Paris 13^e.

Avec Alain Krivine et nos quatre
candidatEs. RV à partir de
19 heures, école Publique,
13, rue Fagon, Place-d'Italie.

6 juin, Strasbourg.

Avec Christine Poupin.

7 juin, Besançon.

Avec Alain Krivine.
RV à 20 heures, au centre 1901,
35 rue du Polygone.

7 juin, Évry.

Avec Olivier Besancenot.
RV à 20 h 30, mairie annexe, place
du Général-de-Gaulle.

8 juin, Périgueux.

Avec Philippe Poutou.

Hérault Maintenir le cap unitaire

Les militants du NPA 34 qui, de sensibilités différentes, ont participé à la campagne de Philippe Poutou, présentent trois candidatures aux prochaines législatives pour porter les décisions du congrès départemental de décembre : d'une part, une orientation pour une autre répartition des richesses, fondée sur des propositions cohérentes avec le choix de l'alternative au système en crise, d'autre part, une volonté de construire une unité de toute la gauche sociale et politique pour prévenir les mauvais coups du nouveau gouvernement social-libéral.

Sur le terrain politique, nous partons des acquis mais aussi de l'échec de l'expérience unique (avec le Limousin) que fut l'unité bâtie aux régionales de 2010 autour de À gauche maintenant ! (AGM !) regroupant essentiellement le NPA et le Front de Gauche (FdG). Avec un score approchant les 9%, dans un contexte difficile polarisé par l'affrontement entre les pro-Frèche, exclus du PS, et la maire de Montpellier, soutenue nationalement par le PS, l'ensemble des composantes d'AGM ! avait décidé de pérenniser l'expérience. Mais, dès les cantonales de 2011, le PCF signifia au NPA la fin de la démarche unitaire, décision sectaire et isolationniste que le PG 34 accepta pour préserver le lancement de la campagne présidentielle de Mélenchon.

Tout en déplorant cette situation préjudiciable au combat anticapitaliste, nous maintenons le cap unitaire mais en rejetant la volonté du FdG pour lequel cette unité passe par un ralliement à ses positionnements et propositions où les manœuvres et verrouillages d'appareils sont surdéterminants.

Les camarades de la GA, eux, ont, malgré tout, fait le choix de s'inscrire dans un rapprochement poussé avec le FdG auquel, malgré leur valorisation de la campagne de Mélenchon, le PCF oppose son veto. Ils présentent deux candidatures (avec les Alternatifs) concurrents de candidats à fort label FdG-PCF et soutiennent deux candidatures connotees FdG-PG sans que ces choix de concurrence avec le FdG ou

de soutien à certaines de ses listes apparaissent clairement raisonnés pour le commun des électeurs.

Dans un département où le fréchisme, avec lequel le PCF a été allié (il continue ses alliances avec les néofrêchistes à la région mais aussi avec les antifrêchistes gérant Montpellier... avec le Modem), a instillé dans la gauche les pires habitudes manœuvrières et opportunistes, dans un département où cette gauche gestionnaire accompagne, parfois aggrave, les cycles libéraux-capitalistes prédateurs de l'économie locale (plus de 13% de chômeurs) et de l'environnement (doublement de l'A9 et création d'une zone de stockage de marchandises liées au trafic du port de Sète sur des terres agricoles et/ou à intérêt écologique et induisant un développement exponentiel du trafic routier), nous persistons à défendre les couleurs d'un anticapitalisme unitaire mais dans la clarté... et l'indépendance politique !

Antoine



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DAVID HERMET)

Isère On ne lâche rien !

Avec les Alternatifs, le NPA présentera des candidatEs dans les dix circonscriptions de l'Isère. Plusieurs rencontres nous ont permis de vérifier que nous nous retrouvons sur l'essentiel du programme : pour combattre la droite et l'extrême droite, pour ne pas faire confiance au Parti socialiste et à ses alliés, particulièrement implantés dans le département. Bien sûr, nous avons des divergences : par exemple à notre revendication d'un revenu minimum à 1 700 euros net, les Alternatifs préfèrent celle d'un revenu d'existence. Mais cela ne nous empêche pas de porter ensemble une plateforme radicale pour répondre à la crise économique et écologique.

Il faudra bien ça pour dénoncer les mensonges d'un PS local qui, allié aux Verts, se présente comme l'image du modernisme écologique, tout en développant sans réflexion ni contrôle les nanotechnologies et la recherche nucléaire pour le plus grand bénéfice des multinationales et start-up de ces secteurs.

La candidature de la députée sortante Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, va poser un éclairage particulier sur ces questions. Il faut dire que dans la région grenobloise, la recherche publique est déjà depuis un moment au service des entreprises privées. On ne peut que s'inquiéter d'avoir aujourd'hui une ministre PDG de la Sem Minatec Entreprises, pôle d'innovation intégré à Minatec... Une grande spécialiste du partenariat public-privé dont la priorité ne sera évidemment pas de dégager la recherche publique et l'enseignement supérieur de la mainmise des entreprises, au contraire ! Quant à la politique intérieure du gouvernement, là où Sarkozy avait prononcé son tristement célèbre « discours de Grenoble », l'actualité nous a déjà offert un triste avant-goût de ce dont est capable Manuel

Valls. Mardi 22 mai, à peine deux semaines après l'élection de Hollande, la police a encerclé un camp de Roms de l'agglomération pendant plusieurs heures afin de procéder à la remise des obligations à quitter le territoire français (OQTF). Le tout, bien sûr, avec la complicité du maire UMP de la commune qui avait auparavant cherché à empêcher la scolarisation des enfants de ce camp.

Alors, oui, le 10 juin, partout en Isère, il sera possible de voter pour des candidatEs impliqués dans les luttes locales, au niveau syndical et pour la défense des services publics, en soutien aux personnes sans papier, contre le nucléaire, le paiement de la dette publique...



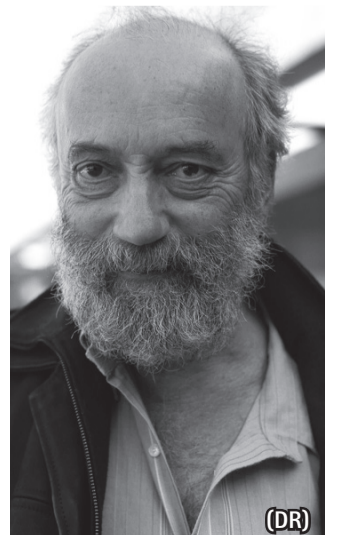
Grenoble, le 4 septembre 2010. Cortège NPA de l'Isère contre la politique sécuritaire du gouvernement. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DANIEL)

Puy-de-Dôme Une campagne populaire, unitaire et 100% à gauche

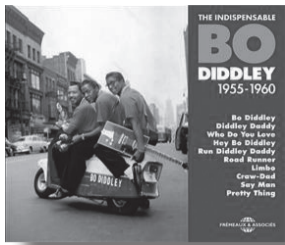
Le comité de campagne annonce la couleur : cette fois, pour de bon, c'est Alain Laffont sur la première circonscription du Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand. Et si l'on s'en tient à l'accueil, pour Alain et Edith, c'est bien parti. Parce qu'ils ont su rassembler des Alterékolos à la Fase, des Alternatifs à la Gauche anticapitaliste et au NPA ainsi que de nombreux citoyens, et parce qu'avec eux, on sait où l'on va.

Plus que le médecin dévoué aux quartiers, Alain est le militant infatigable de tous les combats, pour le logement, les droits des sans-papiers, le refus de l'incinérateur qui va ruiner la santé et les finances. Alain et Edith, c'est du 100% social et écologique. On peut compter sur eux et sur les élus 100% à gauche à la municipalité pour s'opposer aux mesures injustes. Il ne faut pas chercher plus loin la différence avec les candidatEs Verts ou PCF qui restent sagement dans le sillage social-libéral du maire... et de son cher budget ! Notre

marque de fabrique, c'est l'indépendance, la liberté de parole et d'action, la fidélité aux vraies valeurs de la gauche. Un député, souligne Alain qui a le mauvais exemple de la sortante sous les yeux, ce n'est pas seulement fait pour lever le doigt au moment des votes. Les problèmes sont là. Le chômage explose ? Garantissons à tout salarié licencié le droit à des formations avec maintien du salaire jusqu'à ce qu'il retrouve un nouvel emploi. Créons des emplois publics. Les grands groupes détournent « l'aide publique » au profit des actionnaires ? Arrêtons de leur verser des subventions et contrôlons les livres de comptes. Les entreprises qui font du profit licencient massivement ou délocalisent ? Interdisons ces licenciements et maintenons la production sous contrôle public. Certains se tuent au travail tandis que d'autres n'en ont pas ou pas assez ? Réduisons et partageons le travail entre tous. À ce rythme-là, les discussions vont bon train et nos propositions gagnent en crédibilité.



(DR)



MUSIQUE

THE INDISPENSABLE BO DIDDLEY 1955-1960

Frémeaux & Associés
Bo Diddley, descendant d'esclaves et d'Américains, demeure un incontournable dans l'histoire de la musique populaire américaine. L'œuvre que les Beatles et les Rolling Stones idolâtraient, se situe ainsi aux confluent de la naissance du rythm'n'blues et du rock'n'roll, qu'il marquera conjointement avec l'amorce de son Diddley beat, un style rythmique unique, porté à la connaissance du grand public avec le succès du single *I'm a Man*. Cet enfant du Sud ayant grandi dans le ghetto de Chicago, signera tout naturellement chez Chess Records, la grande boutique qui électrifie et «urbanise» alors le blues. Toutefois il y restera un atypique entre le classicisme d'un Muddy Waters ou l'extravagance d'un Chuck Berry. Ce triple CD compile avec soin cette période originale, sûrement la plus inspirée, de l'homme à la guitare rectangulaire.

King Martov



EXPOS

KARL GODEG 1957-1963

Galerie Alain Margaron, jusqu'au 16 juin
Voici sans doute l'ultime occasion de voir réuni le meilleur de Godeg (1896-1982), artiste allemand méconnu dans son propre pays avant que ses œuvres soient exhumées en 1999. Ces huiles et pastels forment les expériences les plus osées et réussies de cet enseignant des Beaux-Arts longtemps confiné à des figurations convenues, d'abord par admiration pour le romantisme de Friedrich et l'expressionnisme de Nolde, puis du fait des normes imposées aux artistes par les nazis, avant de remettre en jeu tout son art sur le tard de sa vie, incorporant métaux et alliages à ses préparations pour en tirer d'étonnants effets de matières, de reliefs et de lumière. Il s'agit moins d'abstraction lyrique que d'un retour à Vinci, avec un saper vedere et des taches à interpréter qui n'auraient pas déplu au maître de la Sainte Anne.

Gilles Bounoure

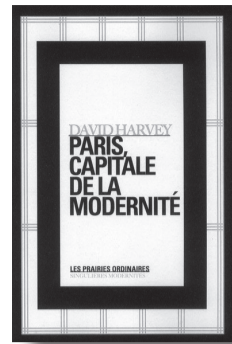


BD

NOCTURNES Clarke

Le Lombard / 14,99 euros
En pleine campagne, des personnes disparaissent de façon inexplicable, d'autres perdent la mémoire. Un certain Léo semble même doué d'un don d'ubiquité, capable de se trouver à deux endroits différents au même moment. Le paysage lui-même semble pris de folie, comme s'il était écorché, révélant des places blanches et froissées. Tout se dérègle sans que nous puissions immédiatement comprendre pourquoi ni comment. Une seule certitude : le monde rétrécit inexorablement et tout est voué à la disparition. D'ailleurs, certaines choses ne mériteraient-elles pas d'être oubliées? Quand un auteur se retrouve en face de ses personnages, il se pourrait bien que le scénario lui échappe. Menée comme un polar, cette bande dessinée est un exercice de style virtuose sur les jeux de la mémoire et de la fiction.

Henri Clément



LIVRES

PARIS CAPITALE DE LA MODERNITÉ

David Harvey
Les prairies ordinaires / 32 euros
David Harvey nous emporte au croisement des idées sur le Paris du XIX^e siècle bouleversé par Haussmann et la Commune. S'appuyant sur Balzac comme d'un prisme sociologique, il revisite la ville qui a connu les mutations des lieux de travail, des changements dus au crédit, et une constante augmentation de la rente et du salaire. Harvey évoque ce prolétariat parisien mythique en citant Rancière et nous apprend qu'en 1851 un surplus de capital et de force de travail plongea la France dans la crise. Ce livre aux riches entrecroisements des sciences humaines a le plaisir d'un papier délicat et d'une typographie choisie. Les illustrations de Daumier, les photographies de Marville sur Haussmann et les graphiques figurant les densités ou les mouvements lui donnent un éclat antique et proposent cet échange entre géographie, lettres et sociologie.

Christophe Goby



<http://initiativegrecqueaparis.wordpress.com>

«L'initiative des étudiants et travailleurs grecs à Paris a été créée en mars 2007. Elle a répondu au besoin d'agir collectivement en solidarité avec les mouvements sociaux en Grèce et en France, ainsi que pour établir, faciliter et/ou renforcer les liens entre eux. Dans ce blog vous trouverez des informations sur les mobilisations, les grèves et les autres formes de résistance et d'action menées en Grèce et en Europe contre les actuels plans d'austérité. Vous y trouverez également des informations concernant les actions menées en collaboration avec des associations, collectifs, organisations syndicales et politiques à Paris et en Europe.»

l'essai

FAKIR N°55

Mai à juillet 2012
3 euros



Fakir, c'est un journal réalisé par une bande de Picards, sans pub et ancré bien à gauche. Leur dernière livraison est excellente (très favorable au Front de Gauche par moments, mais ça fait partie du débat). En ouverture, un article de politique fiction poilant : «Hollande passe à gauche». Petit extrait : «Le président fraîchement élu a donc annoncé la création d'un ministère de la Spéculation et de l'Évasion fiscale dont la charge sera confiée à Jean-Marc Rouillon. [...] Face au tollé, le président français a vanté l'efficacité de l'ancien dirigeant d'Action Directe. "Quand il dit qu'il va nettoyer la finance au Kärcher, on est prié de le croire."» L'ensemble de l'article est du même tonneau, rigolade garantie. Le reste du journal est principalement consacré à la question de la dette. Un long entretien avec un membre d'un cabinet de conseil en stratégie économique permet de revenir sur les perspectives que se donnent les marchés financiers. Une bonne ouverture pour le dossier central, très bien organisé : «Sommes-nous prêts pour la bataille?». Après avoir interrogé quelques «intellectuels-militants» (Garnier, Halimi, Filoche, Sapir), parlant de «mouvement» et d'«irruption du peuple», voici comment Ruffin introduit son dossier : «Mais que ces penseurs nous pardonnet, quand on a dit ça, on a encore rien dit. Car comment agir, justement, pour que ce "mouvement", [...] cette "irruption", advienne et soient puissants?» Partant de l'idée que les marchés s'organisent pour imposer leurs intérêts, il s'efforce d'envisager les principales règles à respecter pour tenter de gagner la bataille face à la finance. Il y a bien des éléments à discuter sur la question du protectionnisme, sur la place qu'il accorde au Front de Gauche, mais ce sont des discussions qui agitent nos propres rangs. Ce qui rend la lecture de l'ensemble vraiment stimulante, c'est la volonté de prendre les débats à hauteur humaine, comme ils se présentent à une équipe syndicale de la ZI d'Amiens par exemple, avec cette conviction affichée : «Après les élections, la baston!»

Henri Clément

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

CINÉMA L'élevage s'élève contre le puçage

Le film Mouton 2.0. La puce à l'oreille, d'Antoine Costa et de Florian Pourchi (Synaps collectif visuel), dénonce l'industrialisation à outrance de la viande et ses dérives.

C'est le dernier avatar de l'industrialisation des animaux : identifier chaque animal, savoir de quel élevage il provient, ce qu'il a mangé durant chaque seconde de sa vie. Son puçage par ce gadget qu'on appelle RFID (Radio fréquence identification) est en train de se généraliser pour chaque être vivant. Fini le temps des pâturages tranquilles, de l'estive, des bergers qui couraient la montagne. Les industriels de «la production animale» comme préfère les nommer Jocelyn Porcher, ancienne éleveuse et aujourd'hui penseuse de la cause animale, veulent plus de rentabilité, de contrôle. Les éleveurs de la Drôme ou des Alpes-de-Haute-Provence eux, souhaitent perpétuer une relation entre l'homme et son troupeau. Ils ne sont pas sur le déclin, certains sont même très jeunes et fiers de produire de la viande de qualité, provenant de bêtes qui mangent encore de l'herbe. Le contraste est saisissant quand on voit ces fameuses vaches à hublot qu'un chercheur malicieux de l'Inra prête à l'écran. On le voit enfourner sa main dans la panse de la vache et en retirer une mixture chaude comme s'il accomplissait un geste de chirurgien. Il y a bien un monde entre ces messieurs des instituts de l'élevage, des chambres d'agriculture, cette fameuse cage d'acier qui entoure le paysan et celui d'hommes et de femmes ayant choisi de cultiver la campagne, d'élever des animaux et comme des parents aimants de leur prodiguer des soins homéopathiques. Ces paysans connaissent leur métier, leur terre mais aussi savent leur légitimité. En face d'eux la loi des consortiums et des grosses sociétés alimentaires épaulées par des entreprises éprises de nouvelles technologies comme

le pôle de traçabilité de Valence qui commercialise des puces RFID et dont le patron nous explique les aspects commerciaux novateurs. Dans la montagne, les bergers poussent leur troupeau, renouent avec des peurs ancestrales, guident des bêtes sur des pentes abruptes. À Reillanne ou Vachères-en-Quint, des éleveurs disent leur opposition à la technocratie. Ces combats contre la vaccination ovine, la fièvre catarrhale et maintenant le puçage ne font la une d'aucun grand magazine. Les régimes minceur et l'épilation du maillot remplacent la tonte. Mieux vaut ne rien savoir sur l'origine des merguez qu'on va griller cet été, sauf à connaître leur origine en cas de pandémie. Comme le dit cet éleveur de Limans, traçabilité ne veut pas dire qualité. Il s'agit juste pour la filière viande de faire croire qu'on peut élever des animaux sans les traiter comme des êtres vivants, savoir repérer un lot quand il est défectueux, et l'éliminer comme ce fut le cas pour la vache folle. Ils font peur ces chercheurs avec leur mine réjouie quand ils expliquent que, pucés, les ovins peuvent être détectés dès leurs premières chaleurs pour être inséminés. On ne perd pas une minute. Sitôt le désir naît chez la brebis qu'elle est repérée pour servir de reproductrice. À l'Inra, on travaille main dans la main avec l'industriel prêt à commercialiser le prototype conçu. Ces éleveurs sont tellement à part

dans ce monde vendu à la marchandise qu'ils sont juste un collectif sans nom, sans syndicat. Ils ne viennent d'aucun parti. Ils veulent rester maîtres de leur vie et de leur activité comme Antoine de Ruffray ou Alain Guibert. Derrière cela, il y a cette société qui veut concentrer les bêtes dans du béton, rendre l'animal viande avant que d'avoir vécu.

Christophe Goby



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
« **Conga no va!
Agua Si!
Oro No!** »

Le peuple de Cajamarca, province des Andes du nord du Pérou, associé aux organisations et institutions, est s'est organisé pour entrer de nouveau en grève générale dès le 31 mai pour exiger le retrait du méga projet de mine d'or à ciel ouvert Conga, qui menace tout le fragile équilibre hydrographique et environnemental de cette région. Dans le même temps, à Paris, le samedi 2 juin, un rassemblement solidaire est organisé à l'appel du Comité unitaire de solidarité avec Cajamarca (lire agenda page 2). De nombreuses personnalités et de nombreux élus, associations et organisations démocratiques, dont le NPA, soutiennent et appuient cette lutte solidaire.

Au Pérou, il existe actuellement 218 conflits socio-environnementaux causés par l'exploitation minière, dont 49 liés à l'eau au niveau national. Certaines luttes ont réussi à freiner quelques projets. En 2004, celle des paysans péruviens pour la défense du Mont Quilish, a réussi à stopper un projet du géant minier Yanacocha, multinationale contrôlée majoritairement par la compagnie américaine Newmont (51,35%) associée à la compagnie péruvienne Buenaventura (43,65%) et à un organisme dépendant de la Banque mondiale (5%).

C'est justement contre le projet Conga de l'entreprise Yanacocha, qui veut transformer cette région agricole (la Suisse péruvienne) en un immense campement minier, que se développe la plus grande mobilisation populaire depuis plus de 20 ans. Ce projet minier a été approuvé en 2010 sans aucune transparence et sous la présidence d'Alan Garcia. La mobilisation populaire s'est traduite par une première grève générale indéfinie de toute la région en novembre-décembre 2011 et a été à l'initiative de la première marche nationale de l'eau en février 2012 pour faire reconnaître l'eau comme un droit fondamental. Cette lutte représente une étape importante dans la prise de conscience citoyenne du caractère indissociable entre le combat pour la défense de l'eau et celui contre l'injustice sociale, entre lutte sociale et lutte environnementale.

La grève générale de Cajamarca de novembre s'est déployée sous la présidence du nouveau président Ollanta Humala, élu en juin 2011. Ce dernier s'était prononcé en tant que « nationaliste progressiste » en faveur de l'eau et de la population de Cajamarca lors de la campagne électorale. La grève générale a provoqué l'annulation de quatre voyages présidentiels à l'étranger, des scissions internes au sein du gouvernement, la déclaration d'état d'urgence dans la province, la démission du Premier ministre Salomon Lerner et son remplacement par le ministre de l'Intérieur, un ancien militaire, Oscar Valdes, remplacé comme un tournant au centre-droit du gouvernement Ollanta.

Cependant, l'entreprise Yanacocha a dû interrompre les travaux du projet Conga, et le gouvernement a dû promettre une nouvelle expertise pour évaluer la viabilité du projet, tout en multipliant la répression, les intimidations contre les animateurs de la lutte, et les tentatives de corruption. Cette expertise, ratifiée récemment par le gouvernement, dont la composition a été désignée sans aucune participation des représentants du peuple de la région, vient de proposer des aménagements partiels au projet. La population de Cajamarca et son gouvernement provincial ont de leur côté engagé une commission d'experts internationaux qui vient, elle, de déclarer viable le projet Conga. Cajamarca refuse de céder et, sous le mot d'ordre « *Conga no va. Agua si! Oro no!* », se prépare à entrer à nouveau en grève générale après avoir envoyé des délégations dans toutes les régions du sud du Pérou pour obtenir leur solidarité.

À Paris, une campagne de signatures de solidarité avec Cajamarca a été engagée depuis février¹.

Correspondante

1. Pour signer la pétition : solidaritecajamarcafrancia@gmail.com. Un comité unitaire de solidarité s'est formé. À consulter sur : <http://solidaritecajamarca.blogspot.com>

TOTALement révoltant !

Condamné en 2010 pour sa responsabilité dans le naufrage de l'Erika, Total s'est pourvu cassation le 24 mai. Le verdict est attendu en septembre. Si la Cour de cassation annule la condamnation du monstre pétrolier, ce sera une catastrophe pour les victimes du naufrage

Le 12 décembre 1999, l'Erika, navire vétuste transportant 37 000 tonnes de fioul à son bord, faisait naufrage. Celui-ci provoquait une marée noire majeure sur 400 km de côtes bretonnes, le chômage technique ou le licenciement pour les « travailleurs de la mer », le recul de l'économie locale, notamment dans les secteurs de la pêche côtière et du tourisme, la mort de 150 000 oiseaux mazoutés, le saccage de kilomètres de plages ! Cette catastrophe a provoqué immédiatement une très forte émotion et une extraordinaire mobilisation. À travers la coordination rapidement organisée, les syndicats de marins pêcheurs, les associations écologistes, des ornithologues ainsi que les populations et élus locaux directement concernés ont lutté dans la durée pour obtenir enfin que les pollueurs soient les payeurs. Des manifestations, nombreuses et souvent originales, des interpellations de l'État et de l'Union européenne ont été organisées. Cette lutte unitaire et exemplaire a suscité un soutien populaire bien au-delà de la région polluée !

Sans l'ampleur de cette mobilisation, la cour d'appel de Paris n'aurait sans doute pas confirmé la condamnation pénale de Total en 2010, en tant qu'affréteur, ainsi que celle de la société de certification Rina. Pour la première fois le préjudice écologique était admis, les plaignants allaient être partiellement dédommages, et le principe de pollueur/payeur enfin reconnu allait pouvoir s'appliquer ! Formidable victoire qui remettait un peu les choses à l'endroit : elle imposait des limites au pouvoir absolu des affréteurs, propriétaires et armateurs d'accumuler le profit au mépris de la vie des populations. Reconnaissance enfin, après onze ans de bagarres déterminées, que l'intérêt collectif prime sur l'intérêt du plus fort !

Une première victoire peut-être remise en cause...

Évidemment, Total n'accepta pas ce jugement et c'est sans surprise qu'il s'est pourvu en cassation. L'avocat général a demandé le 24 mai l'annulation de la condamnation au motif que la justice française ne serait pas compétente car l'Erika, qui battait pavillon maltais, a coulé hors des eaux territoriales françaises dans une zone qui renvoie la compétence de jugement aux juridictions du pays dont le navire porte le pavillon.

Avec un certain cynisme, l'avocat de Total a annoncé que les 201 millions d'euros



(171 pour Total et 30 pour Rina) déjà versés aux parties civiles à la suite du rendu des derniers jugements ne seraient pas réclamés ! C'est vrai que cette somme représente bien peu face à ses 12 milliards de bénéfices annuels !

Mais sur le fond, cela signifie que cette énorme industrie pétrolière préfère perdre un peu d'argent aujourd'hui pour garder son pouvoir illimité de transporter à moindre coût ses cargaisons dangereuses quelles qu'en soient les conséquences !

Si la Cour de cassation suit les demandes de l'avocat général, casse les précédents jugements sans renvoyer le procès devant aucune cour, c'est la victoire complète de Total, pas de condamnation, pas de jurisprudence, pas de principe pollueur/payeur, la victoire de la loi du profit contre le droit à la vie !

Mais la légitime colère ne s'arrêtera pas à la porte des tribunaux !

Les mobilisations qui ont suivi la catastrophe de l'Erika posaient fortement la question de notre avenir écologique : de quelle énergie avons-nous vraiment besoin ? Comment obtenir le développement d'énergies renouvelables plus respectueuses de l'homme et de l'environnement ? Et qui décide ?

À ces questions, avec beaucoup d'autres

(associations écologistes ou altermondialistes, syndicats de marins...) nous voulons porter des revendications radicales, anticapitalistes, que nous gagnerons par nos luttes, pour que le transport maritime ne soit plus soumis à la loi de la jungle capitaliste et au pouvoir d'un droit qui se moque de la justice : la fin des pavillons de complaisance, à commencer par ceux utilisés par l'État français, l'adoption d'un plan de suppression des bateaux poubelles, la relance de chantiers navals publics pour la construction de nouveaux bateaux, la transparence entre tous les acteurs du transport maritime, l'adoption de sanctions réelles contre les pollueurs, la traçabilité complète de l'état de chaque navire depuis sa construction jusqu'à sa destruction.

Mais aussi : un vrai statut « international » des marins qui les protège réellement, pour éviter notamment le scandale des équipages abandonnés dans des ports avec le bateau, sans aucun droit, pour tendre vers des rémunérations et des droits sociaux homogènes quelque soit leur pays d'origine.

Pour le NPA, l'écossocialisme est un réel combat, parce qu'il porte des revendications pour aujourd'hui et dessine pour demain la société enfin débarrassée du capitalisme que nous voulons !

Roseline Vachetta

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Soutien Québec

Nos gouvernements prétendent ne pas avoir les fonds pour financer ce droit fondamental appelé l'éducation. La connaissance, le droit d'apprendre, l'accessibilité aux études ne devraient jamais dépendre de la grosseur du portefeuille. Au fédéral, pour sauver leurs profits et continuer à jouer en bourse, nos gouvernants tentent, par tous les moyens, d'appauvrir davantage les contribuables alors qu'ils ont pu, en 2008 et en toute légalité, investir à même nos poches 114 milliards de dollars pour le sauvetage de banques mafieuses qui n'ont jamais été tenues de rembourser un sou. Au provincial, ils peuvent également consacrer des sommes colossales pour ce Plan nord, qui, comme le dit si bien Gabriel Nadeau Dubois (porte-parole de la Classe, l'association étudiante la plus radicale qui exige la gratuité scolaire), contribuera à piller nos ressources naturelles, empoisonner l'air que nos enfants respireront, déplacer sans vergogne les autochtones de leurs terres natales et renflouer,

à coup de milliards, les entreprises pétrolières et minières qui ne verseront pratiquement aucune redevance et quitteront par la suite les lieux, laissant notre territoire totalement exsangue. Comment donc ne pas s'indigner et se révolter au vu de tous ces pillages et injustices. On parle de violence chez les manifestants. Les médias, en majeure partie au service des possédants, dénoncent les casseurs de vitrines. Le peuple québécois s'insurge ! Face à cette tentative de discrédit du mouvement étudiant, on oublie les 99% de personnes qui manifestent pacifiquement afin de faire valoir leurs droits, depuis maintenant plus de trois mois, au mépris des représentants gouvernementaux qui les ignorent totalement. Pourtant, la réelle violence ne s'observe pas dans la rue. Elle est au sein même du gouvernement qui, depuis trois mois, se moque des étudiants et laisse pourrir le conflit. La vraie violence est plus insidieuse ; c'est la corruption, l'exclusion des plus démunis de notre société, le pillage de nos ressources, le massacre silencieux des peuples

autochtones, le vol de nos services sociaux, le mensonge, le retrait du protocole de Kyoto, la privatisation de nos services communs, les plans d'austérité imposés aux populations et la brutalité policière. À nos pancartes, ils opposent leurs matraques, à une vitrine brisée, leurs gaz et leurs fusils, à nos revendications, leur Loi 78.

J'écris cette lettre sous le coup de la colère car, malgré le fait que je sois une élève de secondaire 5, je réalise l'injustice que nous subissons tous en ce moment, que ce soient les étudiants ou encore l'ensemble des travailleurs et de la population qui doivent vivre sous le joug des politiques néolibérales agressives et destructrices que l'on nous impose depuis plus de 30 ans. Il est crucial que tous se joignent à cette lutte populaire car la force d'un peuple réside dans son union. Étudiants, travailleurs, chômeurs, sans-papiers, retraités... même combat !

Rachel Béres



Les sans-papiers passeront par Hénin-Beaumont. Samedi 2 juin, une centaine de sans-papiers feront escale à Hénin-Beaumont en partant pour la marche européenne des sans-papiers. Ils ont prévu de rencontrer la population au cours de l'après-midi devant la mairie. Une dizaine d'entre eux doivent rester sur place pour participer à la marche organisée par le Front de Gauche avec Jean-Luc Mélenchon en hommage à Émilienne Mopty qui fut résistante dans le Pas-de-Calais. Des sans-papiers de la CSP 59 ce joindront à cette manifestation sur le thème « *Marchons pour la fraternité et contre l'austérité* » qui replace le problème sur le terrain social contre le FN et la droite qui font leur miel en stigmatisant les étrangers tout en défendant les riches et les patrons.

Novatrans : les 257 emplois ne doivent pas être supprimés. Novatrans, filiale à 96% de la SNCF, spécialisée dans le transport combiné rail-route est de nouveau au bord de la liquidation. Malgré son rachat en 2009 par la SNCF avec, à la clef, la suppression d'une centaine de postes de travail, la situation de l'entreprise est restée précaire. Ces difficultés sont complètement liées à la politique du tout-camion et

a un manque de volonté politique depuis des années pour le développement réel du transport combiné en France. La mobilisation des salariés le 24 mai dernier devant le ministère des Transports a convaincu le nouveau ministre de demander le report du conseil d'administration (CA) prévu pour le 8 juin. C'est à cette date qu'à défaut de repreneur viable, l'entreprise devait être mise en liquidation. Cela sera au cœur de la rencontre avec le patron de la SNCF, Guillaume Pépy, et le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier. Actuellement trois propositions ont été données aux représentants des salariés au CA : deux fonds de pension américains et un industriel français. Un sursis pourrait permettre de repenser l'ensemble de la politique du transport combiné et donc de l'avenir des 257 salariés de Novatrans. Comme dans le cas de Seafrance, la SNCF devrait être au cœur de cette politique de transport et de maintien de l'emploi par le développement de transport combiné et non par sa liquidation. Même les pistes évoquées dans le Grenelle de l'environnement n'ont pas été réellement suivies. Avec la liquidation de Novatrans, ce sera plus de

camions sur les routes, plus de pollution, plus de risques avec le transport de matières dangereuses sur les routes, puisque cela se traduira par plus de 500 000 camions supplémentaires. En cas de liquidation, la SNCF propose des reclassements dans le groupe Epic (SNCF pure) et dans ses filiales Geodis et Kéolis. Les salariés ont été échaudés par le dernier plan social de 2009 qui prévoyait 40 reclassements SNCF pour un résultat final nul. De plus, les postes proposés dans l'Epic sont très peu nombreux selon les régions et ceux qui iront ne seront pas considérés comme cheminots. La mobilisation des salariés, le soutien de tous ceux qui refusent de payer les conséquences de la gestion capitaliste, seront le meilleur atout pour imposer une solution qui parte du développement de transport alternatif propre, écologique et durable tout en sauvegardant les emplois.

Les fachos grecs attaquent les locaux du Parti socialiste ouvrier. Jeudi 24 mai à 11 h 30, une dizaine de policiers, en compagnie de fascistes jouant le rôle de « citoyens indignés » ont tenté de s'introduire de force dans les bureaux du PSO. En hurlant des injures grossières et en

donnant des coups de pied à la porte, ils exigeaient d'arrêter le journaliste de *Solidarité ouvrière* qui photographiait les violences des policiers envers un immigré, ainsi que les camarades qui protestaient contre les actes arbitraires et racistes de la police. On assiste à une escalade des provocations fascistes, qui prennent une autre proportion vu la collaboration des policiers avec les bandes fascistes et la couverture que les actions des fascistes reçoivent de la part du gouvernement et des médias. Le ciblage systématique des immigrés comme responsables de la criminalité et de la dégradation du centre d'Athènes, une politique raciste menée par les gouvernements ND et Pasok, est le terreau qui permet ces provocations. L'attaque contre les bureaux d'un parti de gauche, composante de Antarsya, en période électorale, est une menace ouverte contre les libertés démocratiques des travailleurs et de la jeunesse. C'est un avertissement clair sur les manœuvres que prépare une classe dirigeante paniquée par la montée de la gauche. Le mouvement ouvrier qui lutte contre le pillage des salaires, des retraites, de tous les acquis sociaux et démocratiques de la classe ouvrière, ce battra contre l'extrême droite.

Les sans-papiers en fête. Samedi 26 mai à Nogent-sur-Oise, le comité de soutien aux travailleurs sans papiers de Creil a organisé un concert de solidarité. Les « 68 de Creil », en lutte depuis octobre 2009, poursuivent leur combat pour obtenir les dernières régularisations qui manquent. L'unité du collectif et sa capacité à relancer le mouvement encore et encore, ont permis à la plupart des grévistes d'obtenir leur précieuse carte de séjour. Mais la lutte est

toujours plus difficile, le préfet de l'Oise (dont on attend le remplacement avec impatience) estimant avoir suffisamment régularisé. Le concert a donc permis de remobiliser les troupes. Durant toute la soirée, des artistes se sont ainsi succédé pour redonner de la bonne humeur au collectif, notamment aux huit sans-papiers restants qui dorment dans la Bourse du travail de Creil depuis deux ans et demi.

BDS : c'est Israël qui est hors-la-loi !

La campagne Boycott, désinvestissement, sanctions semble de plus en plus porter ses fruits, au regard de la répression non fondée dont sont victimes ses défenseurs. Ainsi, à Beauvais (Oise), des militantEs, dont une de nos camarades, ont été convoqués au commissariat pour « rappel à la loi », après avoir appelé au boycott de Sodastream, société qui participe à la colonisation de la Palestine au mépris du droit international et de la traçabilité des produits. À Alençon, sept militantEs ont été convoqués pour le même motif, et des procès similaires ont lieu régulièrement dans toute la France, (Bordeaux, Perpignan, Nantes, etc.). Outre que la population doit savoir ce qu'elle achète lorsqu'un produit est frauduleusement étiqueté « Israël », il est urgent d'obtenir la suppression de la circulaire Alliot-Marie qui instrumentalise une loi de 1881 pour faire passer le boycott légitime de produits issus de l'exploitation de la Palestine, pour de l'antisémitisme.

SOUSCRIPTION 2012

AIDEZ-NOUS À RELANCER LE NPA

ARGENT ET POLITIQUE, LIAISONS HEUREUSES

Comme chaque année, le NPA organise une souscription auprès de ses militantEs et sympathisantEs, afin de récolter les fonds nécessaires à son activité courante. Car le NPA est un parti financièrement indépendant et compte le rester. En dehors des frais relatifs aux élections, que nous maintenons dans les limites de la dotation d'État calculée à partir de nos résultats aux législatives, notre parti ne vit que de ses cotisations... et des dons provenant de ses militantEs et sympathisantEs. L'argent d'en bas pour les permanentEs, les transports, les locations de matériel et de salle, la presse, les affiches, les tracts, etc. L'argent d'en haut pour les élections. Maintenir ce cloisonnement est un principe politique. *La souscription 2012 représentera autour de 25% du budget 2013. La souscription est donc vitale pour notre organisation. Ni plus ni moins.*

IL Y A UNE ALTERNATIVE

Le PS est au pouvoir. L'austérité était en embuscade. Elle tape désormais du pied puis tambourinera à la porte. La baisse des rémunérations de nos dirigeants et du budget de leurs cabinets ne font pas une politique. Nul n'est dupe. Pas même le PS, qui n'a rien promis et s'imagine peut-être que rien ne pourrait alors lui être reproché. Le PS saura-t-il masquer l'austérité pour tous derrière la « frugalité » de quelques-uns? Margaret Thatcher disait, dans une sentence restée célèbre : « *We are simply asking to have our own money back* » (nous demandons simplement que notre propre argent nous revienne). Christine Lagarde, nouvelle dame de fer de la Troïka, vient de la paraphraser et s'adresse ainsi au peuple grec : « *it's payback time* » (c'est le moment de rembourser). Rembourser quoi? La dette illégitime. Le NPA refuse de la payer. Rembourser qui? Ceux qui en profitent et font subir aux Grecs le traitement le plus violent qu'un peuple ait connu en Europe depuis des décennies. Le NPA soutient le peuple grec et se prépare à construire l'opposition à l'austérité de gauche. Thatcher voulait reprendre « son » argent à l'UE. Lagarde veut reprendre « son » argent aux Grecs. La bourgeoisie veut notre richesse. Le NPA veut rendre en luttes l'argent que vous lui aurez donné.

RELANÇONS LE NPA

La multiplication des scrutins, les luttes qui se profilent, ainsi que les échéances internes de juillet (conférence nationale) et de décembre (2^e congrès), nous poussent à lancer cette souscription avant l'été, alors qu'elle débute d'ordinaire à l'automne. Inutile de cacher les difficultés politiques que rencontre notre organisation. La baisse des effectifs et des résultats électoraux ne peuvent pas améliorer nos finances, cela va sans dire. *La relance de notre parti passe donc, parmi bien d'autres, par la case financière.*

- Deux moyens de paiement : chèque ou CB en ligne (plus simple et rapide)
- Un seul ordre pour vos chèques : NPA souscription
- Une seule limite d'envoi et de datation des chèques : 31 décembre 2012
- Une seule adresse d'envoi : 2, rue Richard-Lenoir – 93100 Montreuil
- Une adresse pour vos questions : souscription@npa2009.org

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
 François Coustal
Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

